

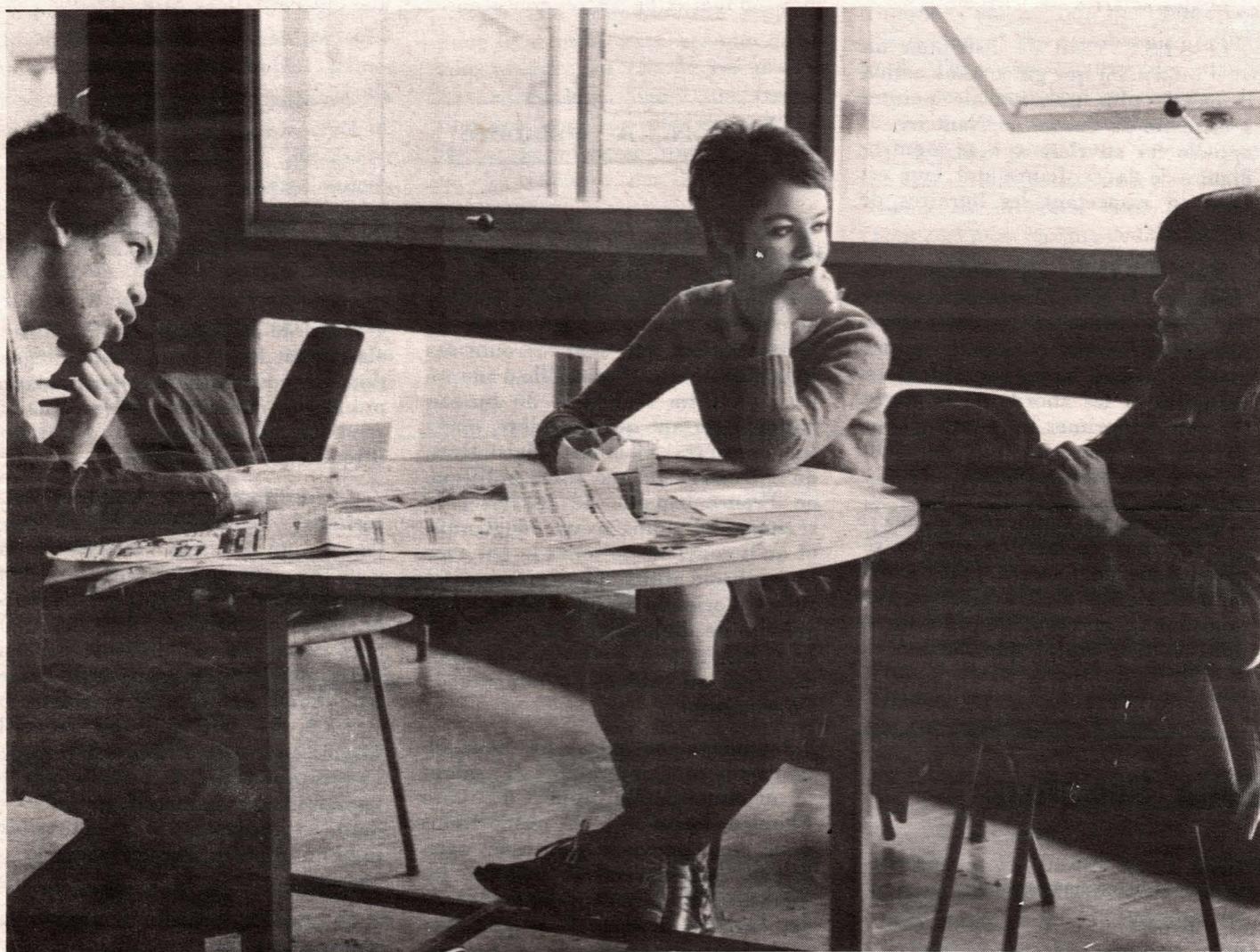
Tribune socialiste

SPÉCIAL
JEUNES

N° 386 / 24 Octobre 1968 / PRIX 1 F



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Jeunesse du Socialisme

Michel Rocard

Les années récentes ont été marquées, dans la plupart des pays développés, par une recrudescence des luttes sociales et des conflits internes de toute nature. Qu'il s'agisse des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Belgique ou de la France, il est clair partout que les luttes sociales deviennent plus sévères, et que la jeunesse y prend de plus en plus une place particulière.

Le rôle croissant de la jeunesse a été particulièrement apparent en

France, où les luttes étudiantes furent poursuivies par un mouvement d'occupations d'usines déclenché essentiellement par les jeunes travailleurs. Mais cette solidarité et cette extension des luttes se sont vérifiées ailleurs.

Il y a donc un véritable problème de la jeunesse. Nous ne croyons pas que l'on puisse le nier en disant que tout se résume à des luttes de classes ordinaires, les problèmes d'emploi, de salaire et de logement étant seulement plus aigus pour les jeunes que

pour les travailleurs installés dans l'existence. Nous ne croyons pas davantage aux thèses curieuses, avancées ces derniers temps, selon lesquelles la jeunesse présenterait aujourd'hui tous les traits distinctifs d'une classe. Bien au contraire c'est l'instabilité de sa situation, le caractère transitoire de ses rapports avec la société qui caractérisent la jeunesse. Ces traits sont contradictoires avec ceux d'une classe sociale.

(suite page 3)

Mai 68 et le tiers monde

Manuel Bridier

Contrôle ouvrier

P.C.F. : à l'orée d'une crise

Gilbert Hecet

La panthère blanche

René Gallet

Chereau ou la naissance d'un théâtre

Dominique Yvoire

Prague : la fin des espoirs

Pierre Naville

□ Sur le front social

Les 14 et 15 mars prochain la C.F.D.T. organise à Paris une rencontre nationale des jeunes militants. Les 250 délégués à cette rencontre exprimeront les difficultés des jeunes au sein des entreprises, au sein aussi du mouvement syndical actuel.

Selon la C.F.D.T. cette manifestation est nécessaire après les événements de mai. Elle est nécessaire aussi pour réaliser le souhait d'une centrale syndicale démocratique. Le syndicalisme a besoin en effet de l'apport des jeunes. Mais ceux-ci ne vont-ils pas obliger les centrales à rejeter les vieilles méthodes, à changer leurs habitudes, à transformer certaines de leurs structures? A la C.F.D.T. on se dit prêt à la franche confrontation entre jeunes et adultes.

Rappelons que la C.G.T. devait organiser au mois de mai dernier un grand festival de la jeunesse. C'est une manifestation d'un tout autre style qu'à choisi la C.F.D.T.

● Roland Ruttili, mineur à Audun-la-Tiche (Moselle) a deux qualités qui ne plaisent pas au ministre de l'Intérieur : il est Italien et militant syndicaliste de la C.G.T. Il a participé aux grèves de mai. Pour cela Roland Ruttili s'est vu d'abord signifié un arrêt d'expulsion ramené ensuite à une assignation à résidence dans le Puy-de-Dôme.

Voilà comment frappe Marcellin. Ses hommes sont patients, ils cherchent ceux qu'ils vont pouvoir frapper. Peu importe que ce soit dans un

mois ou dans un an. Roland Ruttili ne sera pas le dernier. Marcellin n'accepte aucune discussion, il refuse de recevoir une délégation de la C.G.T., il se moque des protestations des travailleurs de l'Est, il ne se souvient pas des déclarations du ministre des Affaires sociales garantissant les mêmes droits aux travailleurs de la communauté européenne.

La C.G.T. vient de mettre l'affaire entre les mains du Premier Ministre.

● Le groupement libre des travailleurs de Citroën n'a pu résister à la grève de mai. Une nouvelle caricature d'organisation syndicale vient de naître. Le syndicat indépendant des salariés de Citroën.

Le S.I.S.C. vient de distribuer un tract informant que grâce à son action il n'était plus question de pointer à la sortie de l'usine de Nanterre. Il appelle les ouvriers « à se montrer dignes de la confiance qui leur est faite en respectant les horaires de travail ».

Mais le S.I.S.C. n'a rien fait pour combattre la surveillance outrancière des contremaîtres et des chefs d'atelier ; rien fait non plus pour supprimer les « flics » qui surveillent les vestiaires et les abords de la sortie. On peut supprimer les pointages, les ouvriers ne pourront pas de toute façon partir avant l'heure.

Ce soi-disant syndicat n'a encore pas fait une déclaration sur les répercussions de l'accord Fiat-Citroën du point de vue des travailleurs, c'est pourtant la question que chacun se pose. Il faut croire que l'action du

S.I.S.C. se réduit à des revendications de papier pour les W.-C., de remplacement de carreaux cassés. Il gênera aussi l'action de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

● Au congrès de la Fédération du Textile C.F.D.T. qui vient de se tenir à Saint-Etienne, les participants ont suivi en masse les travaux de la commission « syndicalisme et politique ». Les commissions sur la situation de l'emploi, le droit syndical, les conditions de travail attirent beaucoup moins de monde. Signe des temps. Il est clair que la C.F.D.T. a délibérément choisi de consacrer une large part des prochains congrès fédéraux à une analyse détaillée du mois de mai et de ses répercussions.

□ Le C.N.J.A. collabore

La majorité des animateurs du Centre National des Jeunes Agriculteurs a choisi la voie de la collaboration étroite avec le gouvernement au cours du XI^e Congrès de l'organisation qui s'est déroulé les 16 et 17 octobre à Paris. Elle a adopté la « stratégie réaliste » du bureau national sortant qui considère, après les dernières élections législatives, qu'il n'existe aucune force politique en France capable de renverser le régime, du moins avant longtemps, et qu'il convient de jouer le jeu avec le gaullisme afin de faire pression sur lui et d'orienter ses décisions. Cette volonté de dialogue a même conduit le C.N.J.A. à « prêter » son sous-directeur au cabinet du ministre de l'Agriculture.

Le mouvement n'en a pas pour autant renié son programme. Il a adopté un remarquable rapport d'Hilaire Flandre intitulé : « propositions pour une nouvelle politique agricole ». Qui reprend et actualise les thèmes qu'il défend depuis plus de dix ans. La critique de la politique agricole de la V^e République apparaît dans l'ensemble lucide et un grand nombre de ses propositions continuent de retenir notre attention.

Voilà pourquoi l'observateur éprouve quelques difficultés à comprendre la démarche du C.N.J.A. dont la cohérence ne semble pas être la qualité première. Il défend une politique économique et un type de développement du secteur agricole qui condamnent le système capitaliste. Il préconise une forme de socialisme démocratique auquel le gaullisme est par nature profondément étranger. Et pourtant son action, ses alliances, font souvent de lui un allié précieux du régime qu'il prétend combattre.

Cette orientation ne fait plus l'unanimité. Un grand nombre de militants ont compris qu'il n'était pas « réaliste » de vouloir échanger le

Tribune Socialiste

**Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié**

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Rédaction
81, rue Mademoiselle
Paris-15^e - Tél. : 306-22-60

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

*Publicité générale au Siège
de l'administration*

Directeur de la Publication :
Guy Degorce

Ce numéro est tiré à :
27 550 exemplaires

MORIAME - PARIS 1968

système de l'intérieur. Ils perçoivent clairement les dangers d'une intégration du mouvement par les pouvoirs publics et entendent guider l'action syndicale en fonction d'un choix politique clairement défini.

Ces militants, très nombreux dans certaines régions notamment dans l'ouest, ont participé activement au « mouvement de mai » que le secrétaire général Raoul Serieys dénonce de façon caricaturale dans son rapport moral. Ils ont présenté un candidat, Bernard Thureau, de la Loire-Atlantique, au poste de président du C.N.J.A. Le fait qu'il est recueilli 18 voix contre 24 à Michel Simon des Landes qui bénéficiait de l'appui de l'appareil administratif national et de la « sympathie » des pouvoirs publics, montre l'importance de ce courant.

La majorité actuelle ne pourra pas ignorer un tel rapport de force, d'autant plus que l'évolution de la politique agricole donnera nécessairement raison à ceux qui contestent la stratégie syndicale qui a été adoptée.

□ Conférence de Michel Rocard

Le secrétaire national du P.S.U. donnera une conférence de presse le mercredi 30 octobre à 16 heures, à l'hôtel du Pont-Royal, 7, rue Montalembert, Paris (7^e).

Michel Rocard fera à cette occasion le point sur la situation du P.S.U., et présentera les lignes directrices de son action pour les mois à venir, dans les domaines social, économique et politique.

Librairie de Tribune Socialiste

EDITIONS DU SEUIL :

- Le Printemps de Prague, de Pavel Tigrid 18,00 F
- Le Gauchisme remède à la maladie sénile du communisme, de Cohn Bendit 15,00 F
- La conquête des pouvoirs, de Gilles Martinet 15,00 F
- Le socialisme difficile, par A. Gortz 16,00 F

EDITIONS CHRISTIAN BOURGOIS :

- Ecrits politiques, de Rudi Dutschke 15,50 F
- Stratégie et Révolution en France en Mai 68, d'André Gludismann 10,30 F

EDITIONS FAYARD :

- La Brèche d'Edgar Morin, Claude Lefort, J.-M. Coudray 10,00 F

EDITION SPECIALE :

- Ce n'est qu'un début, de Philippe Labro 18,00 F

EDITIONS DE MINUIT : COLLECTION ARGUMENTS

- L'Homme unidimensionnel, d'Herbert Marcuse 20,00 F
- Eros et Civilisation, d'Herbert Marcuse 20,00 F

EDITIONS ANTHROPOS :

- L'irruption de Nanterre au sommet, d'Henri Lefebvre 15,40 F

EDITIONS SOCIALES :

- La guerre civile en France (1871) de K. Marx 3,50 F

COLLECTION 10/18 :

- Le Manifeste communiste de Marx et Engels 2,90 F
- La maladie infantile du communisme, de Lenine 2,90 F

EDITIONS GRASSE :

- L'Empire américain, par Cl. Julien 25,00 F

— Pour tout envoi postal, envoi franco (sans ristourne).

— Pour tout achat au siège de T.S. : ristourne 10 %.

— Adresser les commandes à T.S. 54, Bld. Garibaldi Paris 15^e. Paiement à la commande par chèque postal ou bancaire CCP T.S. 58 26 65 Paris.

Éditorial

(suite de la page 1)

Ce qui fait la solidarité actuelle des jeunes comme leur force est d'une autre nature. La société dans son ensemble, et cela est surtout vrai dans les pays capitalistes mais l'est aussi un peu dans certains pays de l'Est, traite la jeunesse d'une manière fort particulière : elle la flatte, elle tente de se la rallier par une politique voyante, elle y cherche un important marché capitaliste, mais en même temps, elle la rejette de plus en plus brutalement. L'allongement de la durée de vie ralentit les rotations professionnelles et les jeunes sont de ce fait redoutés comme des concurrents. Nulle part la société ne leur offre la possibilité d'acquiescer une qualification professionnelle dans des conditions complètement satisfaisantes. Les jeunes travailleurs ont parfois quelque mal à s'insérer dans les structures syndicales, les étudiants ont du mal à faire comprendre leurs combats, et plus encore les jeunes travailleurs de la terre à se-

couper des organisations professionnelles souvent vétustes.

Ce sentiment de rejet est le véritable lien qui unit les jeunes de toutes catégories. Renforcée ces dernières années par les résultats du plan de stabilisation, c'est-à-dire par la menace du chômage qui s'appliquait autant aux étudiants qu'aux jeunes travailleurs, cette impression d'être exclus de la société est une des raisons essentielles du mouvement de mai.

C'est une responsabilité majeure pour le courant socialiste que de savoir prendre en charge ces problèmes, et de leur donner une traduction politique correcte. Ce n'est pas flatter la jeunesse que d'admettre qu'elle rencontre des difficultés particulières.

Cependant il n'est pas sûr que les raisons politiques qui ont poussé la jeunesse de France au combat, et surtout ses objectifs soient exactement les nôtres. Les socialistes sa-

vent depuis Marx qui l'avait fort bien vu, que toute société nouvelle émerge de la société précédente en utilisant certaines de ses structures et certaines de ses traditions. Au contraire, les forces jeunes qui s'expriment aujourd'hui ont un goût excessif pour la table rase, pour la tentation de rejeter tout acquis, de repartir à zéro. Cette tentation est contraire à toute la tradition socialiste. Elle est contradictoire aussi avec le fait qu'aujourd'hui les luttes sociales sont menées par des travailleurs alphabétisés depuis plusieurs générations, informés, qui entendent participer eux-mêmes à la détermination des objectifs de lutte, et se battre pour des résultats concrets et connus. Cela ne fait que renforcer l'importance des traditions politiques, l'importance aussi des structures de délibération en commun et de combat que sont syndicats et partis. L'échec partiel du mouvement de mai est dû justement à une insuffisance de direction dans la lutte. Tout ceci nous éloigne de la politique de la table rase, du redémarrage à zéro. Il nous faut dire à nos camarades jeunes que leur lutte politique trouvera tout son sens, s'ils savent la mener en tant que jeunes, mais en

insistant sur son lien avec l'ensemble de la lutte socialiste.

Enfin, naturellement, les choses seraient plus simples si la jeunesse était homogène. Mais la jeunesse étudiante et les travailleurs ont bien compris en mai combien leurs analyses de la situation étaient différentes. Et si les étudiants refusaient la « société de consommation », bien des jeunes travailleurs étaient plus sensibles à la lutte contre l'arbitraire de la gestion patronale dans l'entreprise qu'à la lutte contre une société de consommation à laquelle ils sont encore loin de participer pleinement.

Dans ces conditions, être solidaires de la lutte des jeunes, c'est aussi les convier à définir en termes responsables leurs objectifs et leur stratégie.

Les problèmes que rencontre la jeunesse mettent tous en cause le système social et la nature de l'Etat. C'est dire qu'ils n'auront de solution que dans le cadre général d'une orientation socialiste. Le meilleur gage de notre avenir est que la jeunesse du pays ait redécouvert la jeunesse du socialisme. □

Vietnam

Sortir de l'impasse

Pierre-Daniel Trégnier

C'est vraisemblablement jeudi ou vendredi, que le président Johnson annoncera dans une conférence de presse l'arrêt des bombardements américains sur le Nord-Vietnam. Ces rumeurs tendent à être confirmées par l'évolution de la situation militaire et diplomatique depuis le début de la semaine dernière.

De source américaine, sept divisions nord-vietnamiennes et vietcongs se seraient repliés vers le Cambodge et le Laos, et il est de fait que sur le terrain aucun engagement sérieux n'a eu lieu depuis plusieurs jours. A Saigon de plus, le calme règne et les batteries du F.N.L. ne bombardent plus la ville.

Dans les différentes capitales intéressées, on pourrait noter de nombreuses réactions et une certaine relance des contacts politiques et diplomatiques. A Paris, où les négociations sont dans l'impasse depuis mai dernier, une personnalité nord-vietnamienne déclarait que si les Américains demandaient une réci-

procité quelconque à l'arrêt des bombardements, la réponse de Hanoï serait favorable.

A Hanoï, l'organe officiel du gouvernement, le journal « Nhan Dan » réaffirmait la position du pays, rappelant que les négociations véritables ne commenceraient pas avant la cessation des bombardements, le F.N.L. s'abstenant de son côté de faire la moindre déclaration. A Saigon enfin, le président du Conseil, M. Thun Van Huong, déclarait que le Sud ne pourrait accepter un éventuel arrêt des bombardements, qui ne lui apporterait aucun avantage.

Il apparaît de plus en plus évident que le souci du président Johnson d'entamer une descente au Vietnam, est motivée par la proximité de l'élection présidentielle américaine du 5 novembre prochain, et son souci de remettre en selle M. Humphrey auxquels les sondages d'opinion ne sont guère favorables depuis la fin de la convention démocrate. Nous aurons l'occasion de

revenir prochainement sur les conséquences que pourront avoir l'arrêt des bombardements, non seulement aux Etats-Unis, et chez leurs alliés Japonais, Australiens, etc., mais aussi au Sud-Vietnam.

Il semble plus opportun aujourd'hui de rappeler les positions des Vietnamiens, et de faire le point des conversations de Paris.

C'était le 4 mai dernier. Radio Hanoï proposait Paris comme lieu de rencontre, et M. Xua Thuy, ministre sans portefeuille venait d'être désigné pour conduire la délégation nord-vietnamienne. L'initiative diplomatique des Vietnamiens allait de pair avec leur initiative sur le terrain, et comme pour appuyer le geste de Hanoï, le F.N.L. déclençait le lendemain une violente offensive autour de Saigon et sur les Hauts Plateaux.

Le 14 mai, à 10 h 30, après avoir passé un accord de procédure, MM. Xuan Thuy et Harriman entamaient les pourparlers de paix. Et tout au long des quelques dix-neuf rencontres de l'avenue Kléber, il ne s'est bien agi que de cela.

Tandis que M. Xuan Thuy réclamait à chaque nouveau contact « une réponse rapide sur l'arrêt total des bombardements » et répétait qu'elle était la condition de l'aboutissement des discussions, les délégués amé-

ricains demandaient l'arrêt des infiltrations nord-vietnamiennes au Sud.

Cette exigence, si elle a gelé les négociations pendant plus de cinq mois, a au moins donné aux Américains le temps d'en revenir à des positions plus réalistes. Déjà des dissensions apparaissent dans leurs rapports avec les militaires de Saigon, jugés peu représentatifs et peu faciles à manœuvrer. La constitution au Sud d'une alliance du F.N.L. et des autres forces progressistes les a fait depuis réfléchir. Ils ne verraient pas d'un mauvais œil se former un gouvernement de transition, incluant les civils qui leur sont favorables, susceptible de rivaliser avec le pouvoir du F.N.L. Le retour du général Minh n'est pas passé inaperçu et les généraux de Saigon ont chaque jour un peu plus le sentiment d'être lâchés. □

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

Résolutions des journées nationales

Le contrôle ouvrier

Plus de 150 délégués venus de 35 fédérations, presque tous les grands centres industriels représentés, des débats remarquables par leur sérieux, et parfois leur passion, ont mené à des résultats substantiels.

Sur le contrôle ouvrier, sur la perspective politique globale des stratégies syndicales (le texte de la résolution sera publié dans le prochain numéro de T.S.) sur l'organisation dans les entreprises, les camarades ont pu proposer des idées, des thèmes, des perspectives pour le P.S.U. tout entier.

On peut maintenant avoir une idée des grandes caractéristiques de notre impulsion dans les usines : elle reste liée à la combativité de tel ou tel secteur de la classe ouvrière. C'est pourquoi notre présence est d'ores et déjà importante dans la métallurgie et le sous-sol (la masse des délégués métallos était significative à cet égard), dans les transports (S.N.C.F., surtout), plus faible dans la chimie, les P.T.T., le bâtiment, insuffisante dans le livre, le textile et l'alimentation.

Nos camarades ont aussi démontré que leur activité politique, et leur grand respect de l'autonomie de décision des syndicats était comprise par les ouvriers et ne nuisait pas, au contraire, à leur activité syndicale.

Les différentes élections professionnelles ou syndicales montrent la grande confiance que leur accordent les travailleurs.

La loyauté envers la centrale syndicale (la C.G.T. pour la majorité des délégués, la C.F.D.T. pour une partie importante) ne peut être incompatible avec l'esprit critique et l'action politique.

En tout cas, c'est à l'unanimité que l'assemblée a insisté sur la nécessaire syndicalisation des salariés, et a proposé une action commune des sections et groupes d'entreprises du P.S.U. pour l'améliorer, en expliquant son importance sur le plan politique.

Des travaux vraiment fructueux, un magnifique départ pour le P.S.U. On ne peut se défendre d'avoir une certaine fierté devant des militants d'une telle valeur, au service de la classe ouvrière. □

Le P.S.U., au cours du mois de mai, alors que 10 millions de travailleurs étaient en grève et occupaient les usines, a lancé le mot d'ordre de **POUVOIR OUVRIER** pour prendre la place du pouvoir patronal absent des entreprises.

Ce mot d'ordre s'inscrivait dans la stratégie générale de la prise du pouvoir central avec comme objectif la mise en place d'un régime de transition vers le socialisme. Dans ce contexte, et dans la montée révolutionnaire, une prise en charge par les travailleurs de la production, sous forme d'autogestion, représentait un élément décisif de la chute du régime capitaliste.

Actuellement la hiérarchie patronale est de nouveau en place et l'état capitaliste remis sur pied.

L'objectif dans notre contexte actuel est de préparer la prochaine confrontation avec le capital et de créer dès maintenant les conditions favorables à cet affrontement.

Mais le pouvoir ne se partage pas, il n'y a aucune voie possible pour le socialisme dans la cogestion ou la « participation ».

C'est pourquoi nous avons à agir pour aggraver les contradictions de l'adversaire, dans le contexte de la lutte de classe, pour parvenir à un affrontement décisif avec le capitalisme.

Compte tenu de cette analyse, le P.S.U. propose à tous les travailleurs de se battre dès maintenant pour IMPOSER un contrôle ouvrier contestant radicalement le pouvoir absolu du patronat et de l'Etat.

Ce contrôle doit être l'arme des travailleurs pour agir et remettre en cause les choix et décisions patronaux et il doit être aussi une forme de démocratie à l'intérieur de la classe ouvrière dans l'entreprise.

Le P.S.U. appelle les salariés à se mobiliser pour imposer un contrôle ouvrier s'opposant totalement aux tentatives d'intégration faites par le capital et qui permet de s'attaquer directement à leur condition propre de vie et de travail dans l'entreprise.

Ce contrôle peut s'exercer entre autre sur les points suivants :

- contrôle du droit au travail ;
- contrôle des conditions de travail ;
- contrôle sur la formation professionnelle et le recyclage.

Contrôle du droit au travail

Que ce soit pour l'embauche, que ce soit pour les licenciements, les critères et les raisons retenus pour accepter ou rejeter un travailleur restent strictement confidentiels et du domaine du pouvoir discrétionnaire du patronat.

Nous proposons :

- de rendre publiques les listes d'embauche ; publication des organigrammes ;
- de donner aux travailleurs le droit de faire appel aux décisions prises à son égard auprès d'une commission élue par les salariés et fonctionnant dans la localité ou le département ;
- d'arracher le droit pour les dé-



Ce qui est réalisable dès aujourd'hui.

Collombert

légués au comité d'entreprise de connaître les carnets de commandes, les livres de comptes, les orientations techniques à court et à long terme de l'entreprise, pour parer aux licenciements et préparer la bataille à l'avance ;

— d'obtenir le contrôle et l'information, en particulier sur les concentrations d'entreprises, pour préparer les actions communes entre les travailleurs des différentes filiales, nationales ou internationales.

Contrôle sur les conditions de travail

C'est pendant son activité dans l'entreprise que le travailleur subit l'aliénation fondamentale. Toutes les tentatives pour donner le change et faire dévier cette prise de conscience vers une évasion (loisirs, vacances, etc.) sont en fait les méthodes de la bourgeoisie pour maintenir la classe ouvrière sous sa domination permanente.

— Les décisions patronales concernant le règlement intérieur, les cadences, les conditions sanitaires, la durée et le rythme du travail, la constitution des équipes sont à contester par les travailleurs en instaurant un contrôle sur l'ensemble de ces décisions, par le comité d'établissement dans un certain nombre de cas ;

— il faut imposer une échelle mobile des heures de travail par laquelle, sous le contrôle des travailleurs, les progrès de la productivité entraîneront une diminution de la durée du travail ;

— pour les petites entreprises, l'exploitation des travailleurs est encore plus intense. C'est, comme le

propose le P.S.U., en garantissant les droits syndicaux par une modification de la loi, en créant des comités d'entreprises et autres comités de contrôle sur la base locale (regroupant plusieurs petites usines) que l'on pourra mobiliser cette portion importante de la classe ouvrière ;

— le contrôle doit être aussi élargi au niveau des régions, des branches et des concentrations industrielles ;

— ce contrôle à tous les niveaux est nécessaire pour le combat des travailleurs pour obtenir le droit d'information sur la programmation des entreprises.

Contrôle sur la formation professionnelle et le recyclage

A l'exemple de ce qui a été arraché dans certaines usines et établissements publics, le contrôle sur la formation professionnelle et le recyclage est un moyen important de combattre le patronat.

— C'est le droit pour le délégué ouvrier élu d'intervenir sur l'acceptation d'un essai, sur les promotions dans le cadre de la profession et sur le fonctionnement permanent des centres F.P.A. (conditions d'entrée, choix du métier, etc.).

A côté de ces trois lignes d'application du contrôle ouvrier, bien d'autres possibilités d'interventions existent (par exemple publication de salaires, contrôle sur les prix, etc.). Le P.S.U. engage ses militants de sections et groupes d'entreprises à en débattre prioritairement avec les sections syndicales de toutes les centrales ouvrières et aussi avec l'ensemble des travailleurs. □



M. Bercot vaincu par ses propres théories.

Collombert

Fiat-Citroën

Pour une caisse nationale d'investissement

Jean-Marc Hartman

A l'heure du mariage Fiat-Citroën, il faut donner à l'Etat les moyens de contrôler et de guider le développement industriel.

Le thème du dernier dîner-débat de l'Opinion en 24 heures était : Allons-nous vers un New Deal économique en France ? Curieux new deal, curieuse réforme industrielle que celle qui a été proposée par les participants et notamment par le trop célèbre M. Bercot, président-directeur général de Citroën.

Selon M. Bercot « les prix et la qualité sont meilleurs quand l'Etat n'en assume pas la responsabilité ». Et M. Bercot de proclamer que la France ne connaîtra pas de développement industriel tant que l'Etat interviendra dans l'économie.

M. Bercot n'a pas peur du ridicule. S'il connaissait l'histoire économique des Etats-Unis, il saurait que le new deal, qui a mis fin efficace-

ment à la crise du chômage de 1929, a surtout consisté en une augmentation des responsabilités de l'Etat américain dans l'économie devant l'échec du capitalisme libéral. Mais laissons là le passé. M. Bercot réclame une diminution de l'intervention économique de l'Etat, mais c'est lui qui vient pleurer misère au ministère des Finances pour obtenir des prêts (pour 3 milliards anciens en 1967).

Sa gestion est du reste incohérente : n'a-t-il pas dit naguère que le bon patron est celui qui réalise des bénéfices ? Aujourd'hui, il fait des pertes. Il est obligé de se vendre à Fiat, le plus offrant des constructeurs d'automobiles étrangers. M. Bercot, selon ses propres critères, est donc un mauvais patron, qu'il s'en aille !

Un contrôle réel des intérêts du pays

Le veto opposé par le général de Gaulle à la prise de contrôle de

Citroën par Fiat est particulièrement décevant. Il risque fort de n'être qu'un rappel provisoire et creux du vieux nationalisme du général.

Pour les affaires Bull et Simca, de Gaulle était également opposé à la prise de contrôle par l'étranger. Mais le gouvernement n'ayant pas la volonté politique de proposer une solution de rechange, Bull, première affaire d'électronique française, et Simca, quatrième constructeur automobile, sont devenus américains.

Demain, après quelques hésitations, Citroën risque fort d'être italien, et l'emploi de 60 000 ouvriers français dépendra du bon plaisir de M. Agnelli, le patron de Fiat.

Il ne s'agit pourtant pas de refuser tous les investissements étrangers. Dans le cas présent, le dynamisme commercial de Fiat et sa taille pourraient être d'un grand intérêt pour Citroën qui bat de l'aile actuellement.

Ce qu'il faut, c'est que l'Etat français s'engage dans l'opération de telle manière qu'il puisse exercer un contrôle réel des intérêts du pays engagés dans l'affaire et s'assurer de l'efficacité économique de la nouvelle firme en France. Mais c'est déjà beaucoup trop demander aux gaullistes, nationalistes en parole, ils sont trop respectueux du capitalisme pour renforcer le rôle de l'Etat dans l'économie.

Une caisse nationale adaptée aux structures de l'économie

Si l'Etat français le voulait, il pourrait soumettre l'accord Fiat-Citroën à une condition : d'accord pour la prise de participation de Fiat si l'Etat français acquiert une participation au moins égale au capital de Citroën. C'est une nationalisation partielle et c'est ce qui fait reculer MM. Couve de Murville et Ortoli qui sont occupés pour l'heure à démanteler les nationalisations existantes, particulièrement à la S.N.C.F.

La prise de participation au capital de Citroën pourrait être réalisée par une Caisse nationale d'investissement réunissant l'ensemble des participations financières de l'Etat dans l'économie. La création d'une telle institution pourrait être inspirée de l'Institut pour la Reconstruction Industrielle italien (I.R.I.).

L'I.R.I., malgré les critiques que l'on peut porter au manque de démocratie de son fonctionnement, a donné à l'Etat italien les moyens financiers d'une politique industrielle active, une des plus efficaces du Marché commun. Grâce à l'I.R.I., l'Italie peut financer le développement du sud de la péninsule, oublié par l'industrie privée : installation d'Alfa-Sud à Naples pour y produire, en 1971, 250 000 voitures. L'I.R.I.

est surtout un bon moyen de contrôle des investissements étrangers. Récemment, grâce à sa participation dans le capital de la société Montecatini Edison, l'I.R.I. a pu reprendre le contrôle de cette entreprise de produits chimiques, la plus importante d'Italie.

Un établissement du même type que l'I.R.I. fait cruellement défaut à la France. Un rapport du Conseil Economique et Social avait, en 1966, montré son intérêt pour l'économie. Le patronat, les cadres de la C.G.C., avaient contribué à ce que le vote final soit hostile au projet.

Plus récemment, le rapport Nora reprend ce projet. On ne peut suspecter des fonctionnaires nommés par M. Pompidou d'être particulièrement révolutionnaires. Pourtant, les suggestions du rapport Nora en ce domaine sont déjà repoussées par le Gouvernement. M. Ortoli estime qu'une telle Caisse n'aurait pas de ressources suffisantes. M. Couve de Murville, et c'est l'opposition de fond, pense qu'elle augmenterait le rôle de l'Etat dans l'économie, ce qu'il ne veut pas.

Plus que des nationalisations massives, une telle caisse serait adaptée aux structures actuelles de l'économie. Elle deviendrait le bras séculier du Plan dont il faut encore demander à cette occasion une élaboration plus démocratique. Elle permettrait à l'Etat d'éliminer, en prenant leur place, les capitalistes inefficaces ; elle mobiliserait l'épargne nationale pour les investissements indispensables à l'adaptation de l'industrie française aux nécessités du développement. Une Caisse Nationale d'Investissement, gérée démocratiquement, serait beaucoup plus efficace pour lutter contre le chômage que les prêts que le F.D.E.S. accorde sans contrepartie aux entreprises privées. □

vos communications intérieures et extérieures s'accélèrent...

Faites connaissance avec l'équipement le plus moderne et le plus sûr : l'offset de bureau GESTETNER.

Dans une des 35 succursales Gestetner, vous pourrez toucher du doigt la qualité de reproduction, la simplicité de conduite, la rapidité des tirages et changements.

→ Voulez-vous vous joindre aux responsables industriels, commerciaux et administratifs que nous convions à nos stages-éclairés ? Dans une ambiance détendue, vous pourrez vous faire une opinion.

Demandez votre invitation personnelle à Gestetner - Service 250 - 71, Rue Camille Groult. 94-VITRY. Tél. : 482-47-85.

→ « Communiquer plus e. plus vite » c'est le titre de la documentation que Gestetner a établie à votre intention. Demandez-la au Service 687.

Bientôt un nouveau
" Tribune Socialiste "

□ P.C.F.

A l'orée d'une crise

Gilbert Hercet

C'est donc sur des votes unanimes comme il se doit — que s'est achevée la session du comité central du P.C.F., tenue à Ivry les 20 et 21 octobre.

Cette réunion du comité central marque une étape importante dans le débat qui a le plus secoué le parti communiste depuis le début du gaullisme.

Le choc du 21 août

Le 21 août Waldeck Rochet réunissait les membres présents du bureau politique du P.C.F., et dès dix heures du matin, la direction communiste française fait savoir sa réprobation devant l'opération militaire soviétique en Tchécoslovaquie. Stupeur chez des milliers de militants du parti : quoi ? C'est l'U.R.S.S., la patrie du socialisme, que l'on condamne publiquement ? Le choc est rude. Depuis des dizaines d'années, le militant avait appris à aimer l'U.R.S.S., à la respecter, à la vénérer, et tout à coup, sans aucune préparation, on lui dit — et qui plus est, c'est le bureau politique du P.C.F. qui le dit — que les pionniers du socialisme ont eu tort.

Alors confusément une protestation s'élève. Beaucoup de militants se disent : si les Soviétiques ont fait cela, sans doute avaient-ils des raisons ? Waldeck et les autres camarades dirigeants ne disent-ils pas cela surtout pour faire plaisir à la F.G.D.S. ?

Le militant communiste, peu habitué par la lecture de *L'Humanité* à considérer l'expérience Dubcek comme un modèle, s'interroge et attend la suite.

Si bien que dès le 22 août, le comité central du parti publie certes un communiqué peu éloigné de celui rédigé la veille par le bureau politique, mais adopte une formulation beaucoup moins nette. Il charge d'ailleurs Gaston Plissonnier, entouré de F. Billoux et L. Guyot, d'en donner connaissance à la presse. Or ces trois hommes ne passent guère pour avoir des sympathies pour l'expérience tchèque...

Dès lors, cependant que Waldeck Rochet, fidèle à lui-même, va tenter de conserver une position « centriste », deux tendances vont bel et bien se constituer. D'un côté ceux pour qui il ne convenait pas de protester contre les Soviétiques, en tout cas pas *publiquement*, de l'autre ceux que l'intervention militaire avait ébranlés. D'un côté Fajon, Bil-

loux, de l'autre Leroy, Piquet, Waldeck. Les choses auraient peut-être pu s'arranger si chaque fraction n'avait pas eu ses extrémistes.

La veuve du fils du peuple

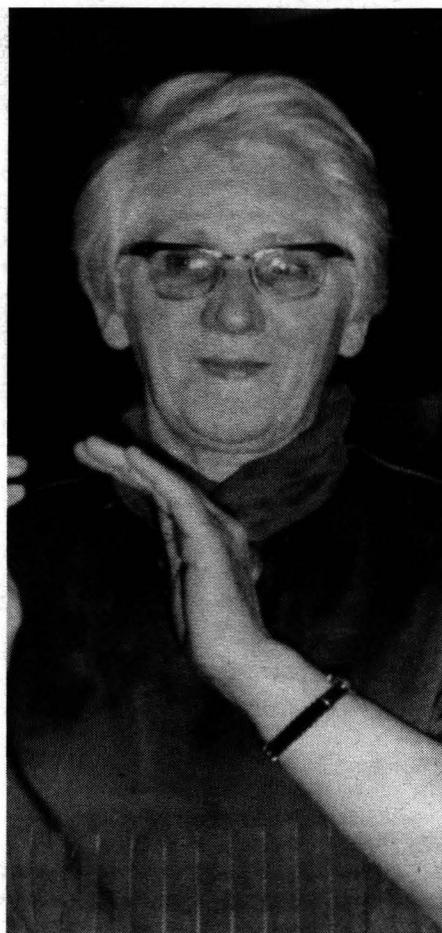
Côté Prague, c'est Roger Garaudy, le directeur du Centre d'études et de recherches marxistes qui prend fait et cause pour la défense de la Tchécoslovaquie et parle froidement de « rechute du stalinisme ». Le 27 août, le B.P. fait savoir qu'il est en désaccord avec Garaudy. Même Leroy l'attaque. Il faut dire que depuis quelques années Garaudy a certes toujours joué les francs-tireurs, mais que, aux yeux des dirigeants communistes, « il ne fait pas sérieux ».

Ce qui surprend, courant septembre, c'est que, sans qu'on puisse parler de « garaudysme », cette fois les thèses du directeur du C.E.R.M. rencontrent un certain écho. Et puis cette alliance Garaudy-Aragon intrigue.

Aragon, c'est une gloire du parti, presque un monument national. Et voici qu'il se met à parler de lui (dans *Les Lettres Françaises* du 9 octobre) comme d'« un homme pour qui le drame présent des Tchèques et des Slovaques remet en cause de fond en comble sa propre destinée ».

Heureusement pour Waldeck, cette situation s'accompagne d'un durcissement des « pro-soviétiques », et en particulier de la veuve de Maurice Thorez, Jeannette Vermeersch. Celle-ci s'appuie sur le fait que la majorité absolue des membres du parti regrettent la condamnation *publique* de Moscou. Tout en affirmant qu'elle désapprouve l'intervention militaire, elle présente de nombreuses justifications à cette intervention, et une vision des explications entre partis frères du mouvement communiste international qui préfère les contacts discrets aux condamnations publiques. Dès le 23 septembre, elle offre sa démission au bureau politique.

Dès lors, la situation s'améliore pour la majorité du bureau politique : on condamne les positions de Garaudy — Lucien Mathey est chargé d'attaquer violemment dans *L'Humanité* les incartades du philosophe — et on rejette les critiques de « Jeannette ». Celle-ci, abandonnée d'ailleurs par certains de ses amis qui trouvent son ton excessif, a décidé de quitter les instances dirigeantes du parti. Si elle ne l'avait pas fait, on peut presque se deman-



Trente-cinq ans de stalinisme.

der si le comité central aurait jugé utile d'infliger un blâme public à Garaudy. En effet, la résolution adoptée opère un savant balancement : on maintient la désapprobation envers l'intervention soviétique, mais on ne se prononce pas sur l'intérêt propre de l'expérience tchèque, on fait état d'un désaccord avec le P.C. d'Union Soviétique, mais on pense que rien n'est plus urgent que d'en parler avec lui, dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien. En définitive donc, un compromis, mais un compromis favorable, pour le moment en tout cas, à l'équipe Waldeck.

Des questions cruciales

Si cette équipe a gagné, si elle devait gagner, malgré les remous de la base, c'est que, compte tenu de la stratégie du P.C.F. depuis trente ans, celui-ci ne pouvait pas faire autre chose que de désapprouver l'intervention soviétique. Depuis 1935 en effet, l'analyse constante du P.C.F. repose sur la possibilité pour la France d'un passage pacifique au socialisme, par l'alliance des communistes avec la social-démocratie. On nous l'a assez dit : la classe moyenne devient de plus en plus, par l'évolution de la société capitaliste, une alliée objective de la classe ouvrière. Le parti communiste, parti de la classe ouvrière, doit donc rechercher l'alliance de la S.F.I.O., parti ouvrier, et des autres forces démocratiques, représentant les couches moyennes, pour établir ensemble la démocratie véritable, étape nécessaire dans la construction du socialisme.

Dès lors qu'il existe une telle « voie française », l'invasion de la Tchécoslovaquie par des troupes socialistes est gênante parce qu'elle est préjudiciable à l'unité de la gauche en France, et parce que la condamnation par les Russes d'une « voie tchèque » risque de déboucher un jour sur la condamnation de la « voie française ».

C'est donc d'abord cela que nous rappellent les débats actuels du P.C.F. : en affirmant rester fidèles à une conception révolutionnaire, les communistes suivent en fait, de façon cohérente, une stratégie réformiste classique.

Mais, au-delà de ce rappel, les débats « tchèques » du P.C.F. posent d'autres sérieux problèmes.

Le premier, qui vient de ressurgir, c'est celui de l'explication du phénomène stalinien. Comment dans un parti communiste, dans un pays communiste, ce phénomène a-t-il pu être secrété ? Comment par conséquent pourra-t-il désormais être évité ? La réponse de Garaudy dans *Le Nouvel Observateur* — explication fondée sur le fait que l'U.R.S.S. était encore un pays sous-développé — n'est guère satisfaisante.

Proche de ce problème, mais distinct de lui, celui de la discipline dans un parti fondé sur le centralisme démocratique. Dans un communiqué du 21 octobre, le comité central nous dit que Garaudy « prend l'engagement de se conformer désormais aux principes qui régissent la vie et l'activité de tout parti communiste ». Mais quels sont ces principes ?

Garaudy n'a-t-il pas raison lorsqu'il répond au *Nouvel Observateur* que « la discipline n'est que l'une des deux composantes d'un esprit de parti dont l'autre aspect, non moins important, est l'esprit d'initiative » ? La direction actuelle partage-t-elle bien cette analyse ? On voudrait en être persuadé.

Que veut dire exactement ce passage de la résolution adoptée par le comité central : « Dans les grands combats politiques et idéologiques de la période actuelle, il (le C.C.) appelle tous les communistes à resserrer l'unité de leurs rangs dans le respect par tous, quelles que soient leurs responsabilités, des règles du centralisme démocratique » ?

Est-ce que tout le monde doit se résigner à ce que le P.C.F. reste ce qu'il est — une machine puissante et superbe apte à distribuer *L'Humanité* partout même en période de grève — ou bien est-ce qu'enfin, à la faveur de cette crise, les bouches vont pouvoir s'ouvrir dans le parti, pour que le grand débat sur ce que signifie la révolution et la construction du socialisme dans la France d'aujourd'hui ait enfin lieu au grand jour ? □

LES ASSISES JEUNES DU P.S.U.

Grenoble 1-2-3 Novembre

Les jeunes du P.S.U. tiendront leurs Assises Nationales à Grenoble les 1^{er}, 2 et 3 novembre prochains. Près de deux cents jeunes, probablement plus, pour la plupart jeunes travailleurs, se réuniront pour faire le point sur l'action commencée depuis de nombreux mois dans les entreprises et les quartiers par les groupes jeunes.

Déjà la rencontre nationale jeune de mars 1968 avait marqué une étape dans l'action des jeunes du P.S.U. Les causes et les indices de la révolte des jeunes travailleurs contre la société actuelle avaient été mis en évidence. Depuis, mai 1968 a révélé au grand jour la profondeur de cette révolte et la vigueur de l'opposition au système capitaliste exprimée par la très grande majorité des jeunes.

Aujourd'hui, quelle est la situation des jeunes en France ? Que sont les conditions de l'emploi, de la formation professionnelle, de travail, de logement, de loisirs qui sont faites aux jeunes travailleurs ou futurs travailleurs ? Quelle est notre condition économique, politique et idéologique dans la société capitaliste ? Quelles sont les racines de notre révolte ?

En mai, pourquoi et comment les jeunes ont-ils été à la pointe du combat dans le déclenchement des grèves, puis dans leur durcissement et dans la remise en cause du régime ? Quelles furent nos limites et les raisons de l'échec ?

Alors, pour que la prochaine fois soit la bonne, quels objectifs devons-nous proposer, nous jeunes du P.S.U., aux autres jeunes en révolte ? Quel socialisme voulons-nous et quelle place doit être faite aux jeunes dans le combat socialiste mené par le P.S.U. pour passer de cette révolte à la révolution socialiste ?

Telles sont les questions que nous nous sommes posées et dont nous avons débattu avec beaucoup d'autres jeunes en préparant ces Assises Nationales dans les multiples réunions publiques, tables rondes, débats, journées ou week-end d'étude qui se sont tenus dans les quartiers, les villes, les départements et les régions. Tel sera l'objet du débat de Grenoble.

Comité de Coordination National Jeunes.

Faisons les comptes

Yves Serjeune

COMME des milliers d'autres jeunes, je suis descendu dans la rue en mai et en juin. Je n'y étais pas pour faire la queue devant un cinéma ou avoir une place à l'Olympia, je n'étais pas en complet-veston-cravate, les mains dans les poches en sifflotant. J'ai donc appris de la bouche de M. Fouché, ministre de l'Intérieur, que j'appartenais à la pègre. Ainsi, j'étais de la jeune pègre, irrémédiablement perdu pour la société parce que j'avais osé dire et faire ce que je pensais.

Heureusement, la tête maintenue hors de l'eau par une partie de ceux qui aurait dû plutôt la lui mettre dessous, j'ai appris par M. de Gaulle que, pour être dans le vent, je devais faire la révolution avec lui. Cela présente évidemment l'avantage d'avoir les matraques et les gaz avec soi au lieu de les avoir contre soi. Naturellement, il s'agit d'une révolution silencieuse car je n'ai pas le droit de donner mon point de vue ni dans la rue, ni, plus sagement, dans les urnes.

Alors, je fais les comptes. Une révolution, ce n'est pas quelque chose qui traîne. Jugeons plutôt trois mois après... Je laisse de côté tout ce qui, aux yeux des gens installés, ne fait pas sérieux et me vaut d'être traité alternativement de gauchiste et d'idéaliste, voire de romantique. Ne parlons pas de société nouvelle, d'homme nouveau, de socialisme et

de liberté. Soyons donc sérieux et parlons beefsteak, donc boulot.

C'est actuel en ce mois d'octobre. Les vacances terminées ne laissent pas de sursis. Les gars et les filles qui sont « sortis » de l'école en juin commencent à se poser de vraies questions. On dit que la « conjoncture » est à la reprise, que les patrons sont optimistes. En attendant, il y a plus de 500.000 chômeurs dans toute la France, jeunes et adultes. C'est l'équivalent d'une ville entière comme Marseille, avec femmes et enfants en plus, sans un seul travailleurs : ça laisse rêveur ! Déjà pour tout le monde la question du travail est un problème sérieux. Mais pour les jeunes alors...

350.000 jeunes
de moins de 25 ans
sans travail

Déjà en mai 1968, une très sérieuse association, l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), pas suspecte d'être téléguidée par la C.I.A., Moscou, Pékin ou La Havane, publiait le résultat d'une enquête réalisée par ses soins : 250.000 jeunes de moins de 20 ans sont à la recherche d'un travail et n'en ont pas. Les organisations syndicales estiment que 350.000 jeunes de moins de 25 ans sont sans travail et en cherchent un.

Bien sûr, apparemment ces chiffres

ne collent pas avec les 500.000 chômeurs annoncés dans toute la France. Mais ce dernier chiffre est calculé d'après le nombre de demandes d'emploi, dans les bureaux de la main-d'œuvre, qui ne sont pas satisfaites. Quand un jeune cherche un emploi, il ne s'inscrit que rarement au bureau de main-d'œuvre : d'après une enquête réalisée en 1967 par l'Union Nationale pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce (UNEDIC), parmi les jeunes de 22 ans et moins à qui sont versés les allocations de chômage, seulement 19 % des jeunes chômeurs comptent sur les bureaux de main-d'œuvre pour retrouver un emploi. Cela suffit pour dire la confiance des jeunes dans l'Etat. Si tous les jeunes chômeurs étaient recensés, il est probable que le nombre total de chômeurs ne serait pas 500.000 mais sûrement 600 ou 700.000.

Tous ces chiffres sont des estimations, bien sûr. On vous dira qu'ils sont discutables. Mais ce qui est le plus discutable, c'est qu'ils soient discutables ! Car enfin, quel nom donner à une société dans laquelle on peut vous fournir, à 10.000 près, le nombre de téléviseurs, de réfrigérateurs ou de voitures en service, et pas le nombre de chômeurs ? Moi, ça me scandalise ! Alors vous comprenez que ce qui m'intéresse, c'est pas d'avoir un téléviseur, un réfrigérateur ou une voiture de plus, mais un chômeur de moins ! Pour moi, une société socialiste c'est une société où l'existence d'un chômeur scandalise plus que la baisse de 10 % de la production de voitures ! Le système capitaliste, c'est cette société qui compte mieux les objets qu'elle produit que les chômeurs.

60 % de fils d'ouvriers
pour les jeunes chômeurs

Mais si nous voulons parler chiffres exacts, parlons par exemple de l'évolution du nombre de bénéficiaires de l'allocation de chômage des ASSEDIC entre fin juillet 1967 et fin juillet 1968. Qu'on ne vienne pas me dire que la codification a changé. Non, les chiffres 1968 sont publiés aussi avec la codification de 1967.

En un an le nombre total d'allocations a augmenté de 47 %. Celui des allocataires de moins de 20 ans de 61 %, celui des jeunes ouvriers de 69 %. Alors ? Jeunes, faites la révolution avec M. de Gaulle, vous serez au chômage, vous n'aurez plus qu'à contempler les belles images « engagez-vous, rengagez-vous », « apprenez un métier à l'Armée ou dans la gendarmerie nationale » : devenez flic, échangez votre pavé contre une matraque ou un fusil lance grenade !

Le chômage des jeunes atteint les fils et les filles de toutes les catégories sociales. Mais l'école bourgeoise qui fabrique les chômeurs est quand même assez spécialisée dans la production de chômeurs fils d'ouvriers. Selon une enquête de l'UNEDIC, il y avait 60 % de fils d'ouvriers parmi les jeunes chômeurs touchant une allocation, alors que les ouvriers représentent 30 % de la population active. Le chômage des enfants aussi est une affaire de classe.

On peut toujours essayer d'expliquer cette situation : 43 % des jeunes chômeurs étudiés par l'UNEDIC n'avaient aucun diplôme d'enseignement général et 51 % n'avaient que le certificat d'études ; 71 % n'a-

vaient aucun diplôme technique, mais même avec les C.A.P., 20 % d'entre eux étaient cependant en chômage. D'accord, l'insuffisance de la formation est une raison, mais qui s'occupe de l'enseignement en France ? Il me semble que c'est le pouvoir et je me sens parfaitement solidaire des étudiants criant « à bas l'université de classe » et « de Gaulle responsable ».

Surtout que depuis peu, il ne suffit pas d'avoir un diplôme ou une formation pour trouver un emploi. Et lorsqu'on a trouvé du travail on s'aperçoit vite que ce qu'on a appris n'est même pas utilisé, témoin ce copain qui a son C.A.P. de maçon et qui est utilisé comme manœuvre, ou cette secrétaire utilisée comme standardiste-dactylo.

Des jeunes sur-exploités

La recherche d'un emploi c'est quelque chose qui en dit long sur la réalité du système qui vous clame tout le temps « les jeunes c'est l'avenir ». Il faut en moyenne 60 démarches avant de trouver quelque chose. Pour le premier emploi c'est souvent plus de trois mois passés entre l'espoir et le découragement, les parents qui s'inquiètent, l'argent de poche qui devient rare. Même quand on a déjà travaillé, pour 6 jeunes sur 10 il faudra attendre plus de trois mois. Huit fois sur 10 on est chômeur parce qu'on a été licencié soit individuellement, soit collectivement.

Ce sont seulement les données chiffrées pour les gens sérieux qui voient ça de loin et ont besoin d'être convaincus. C'est aussi pour les gens de gauche qui considèrent, même après mai, que les problèmes des jeunes sont du même ordre que ceux des adultes. Et encore je ne parle que du travail, pas des salaires ou des conditions de travail ou de vie. Allez m'expliquer par des considérations générales l'existence de 300 jeunes, décidés à ne plus chercher du travail, vivant de tout et de rien, dans une ville-dortoir de Lyon. Ou alors dites-moi que le problème des travailleurs immigrés est aussi un problème général !

Car enfin, vis-à-vis de l'emploi, nous sommes devant une même forme d'exploitation. C'est parmi les jeunes travailleurs immigrés et les femmes que le système s'est constitué son réservoir de main-d'œuvre sur-exploité : derniers embauchés, premiers licenciés, sous-payés. Ce n'est pas un hasard si la proportion de jeunes est la plus élevée dans les industries en régression, dans celles qui ont le plus de main-d'œuvre, dans celles qui sont le plus sensibles aux accidents de la conjoncture, comme le bâtiment, le textile, la chaussure, etc.

Que ferons-nous ?

Le pire, c'est que tout le monde se donne bonne conscience en déplorant et en accusant l'inadaptation de l'enseignement. Mais il suffit de se souvenir que ceux qui ont mis en cause cet enseignement en mai ont été amenés à s'attaquer à tout le sys-

tème. Et la violence de la répression en dit long sur l'importance de l'enjeu.

Ce qui est en cause c'est donc tout le système qui se masque derrière tel ou tel problème particulier et qui invente constamment des parades. Par exemple, le chômage des jeunes qui est une tare collective, la société bourgeoise s'est arrangée pour qu'il apparaisse comme une tare individuelle. Quand vous cherchez du boulot depuis 3 mois, que la vie à la maison est devenue impossible parce qu'après l'inquiétude sont venus les reproches, que vous n'avez pas d'argent pour faire quoi que ce soit, sinon pour rester dans la rue ou se payer un café, que vous vous retrouvez avec des copains qui sont dans le même cas, vous constatez rapidement que vous êtes définitivement classés par la société parmi les bons à rien et... la pègre.

Oui, Monsieur Fouché, il y a 350.000 membres de la pègre et vous pouvez vous estimer heureux d'avoir eu des complices parmi ceux qui auraient dû les préparer à vous renverser avec tous les autres travailleurs. Non, Monsieur de Gaulle, les jeunes ne feront pas la révolution avec vous qui en faites des chômeurs. Nous ferons la révolution avec ceux qui sont d'accord pour renverser le système capitaliste et instaurer le socialisme. □

Luttes ouvrières luttes étudiantes

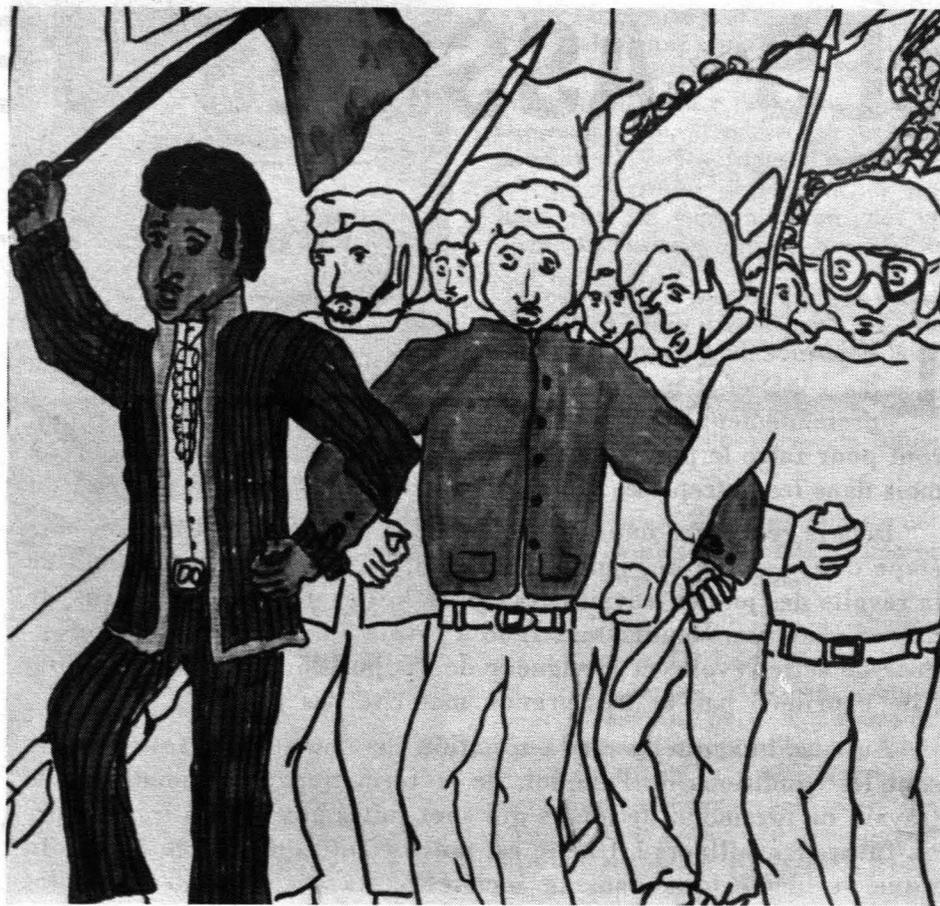
« Nous prendrons des mains fragiles des étudiants le drapeau rouge de la lutte anticapitaliste ».

Cette citation, recopiée sur un mur de Billancourt et reprise en tête du tract de rentrée de l'UNEF, pose à elle seule une bonne partie des problèmes de liaison entre luttes ouvrières et étudiantes.

Car, malgré quelques rapprochements en mai, ces deux secteurs de luttes semblent fort éloignés : d'un côté, une *classe exploitée*, avec ses organisations syndicales éprouvées, ses traditions de combat : de l'autre, un milieu *hétérogène*, se renouvelant sans cesse, composé d'individus aux intérêts souvent contradictoires, issus pour bon nombre de la bourgeoisie et traditionnellement destinés à la renforcer. Et pourtant, les luttes des étudiants ont été le détonateur d'une des plus grandes explosions sociales qui aient ébranlé le pays. Cela mérite d'examiner les arguments d'un peu plus près.

Plus précisément : en quoi les luttes des étudiants rejoignent-elles celles des ouvriers ?

Car, pour l'essentiel, rien n'a changé depuis Marx ; la classe ouvrière seule peut avoir un rôle *déterminant* dans la lutte pour l'abolition du capitalisme ; le problème est de savoir sur quelles autres forces elle peut compter, et si les étudiants en constituent une. Car, en tant que tels, ils ne constituent pas une force décisive *contre le capitalisme*.



En effet, le milieu étudiant n'est pas une classe sociale : les étudiants n'ont aucun lien *direct* avec la production, tout au moins en tant que tels : il faudrait distinguer étudiants salariés et salariés étudiants. Leur statut est transitoire : on est étudiant plus ou moins longtemps, mais pas à vie. Leurs intérêts sont souvent contradictoires : par exemple, pour les étudiants en médecine, on pourrait distinguer ceux dont les parents sont suffisamment fortunés pour leur payer un cabinet au sortir de leurs études et ceux qui ne pourront, au mieux (s'ils ne sont pas éliminés avant) que devenir médecins salariés d'un hôpital, d'un labo, d'une entreprise... Les premiers ont intérêt à la perpétuation de la « médecine libérale » et des études actuelles, qui y préparent, les seconds à un autre système de santé et donc à un autre type d'études. Cette différenciation peut être faite pour les étudiants en droit, en pharmacie... Ce qui ne veut pas dire que le chômage se fasse seulement entre *futurs salariés* et futurs membres des « *professions libérales* » : il passe à l'intérieur du premier groupe : le technicien ou l'ingénieur de fabrication par exemple, aura un statut plus proche de l'ouvrier que le « cadre » qui, travaillant à la direction financière ou à la direction du personnel d'une entreprise sera amené à élaborer ou à mettre en œuvre une politique de « réorganisation » dont les conséquences bien connues vont de l'accélération des cadences aux licenciements massifs ; c'est-à-dire, à jouer, selon l'expression classique, « le chien de garde » du système.

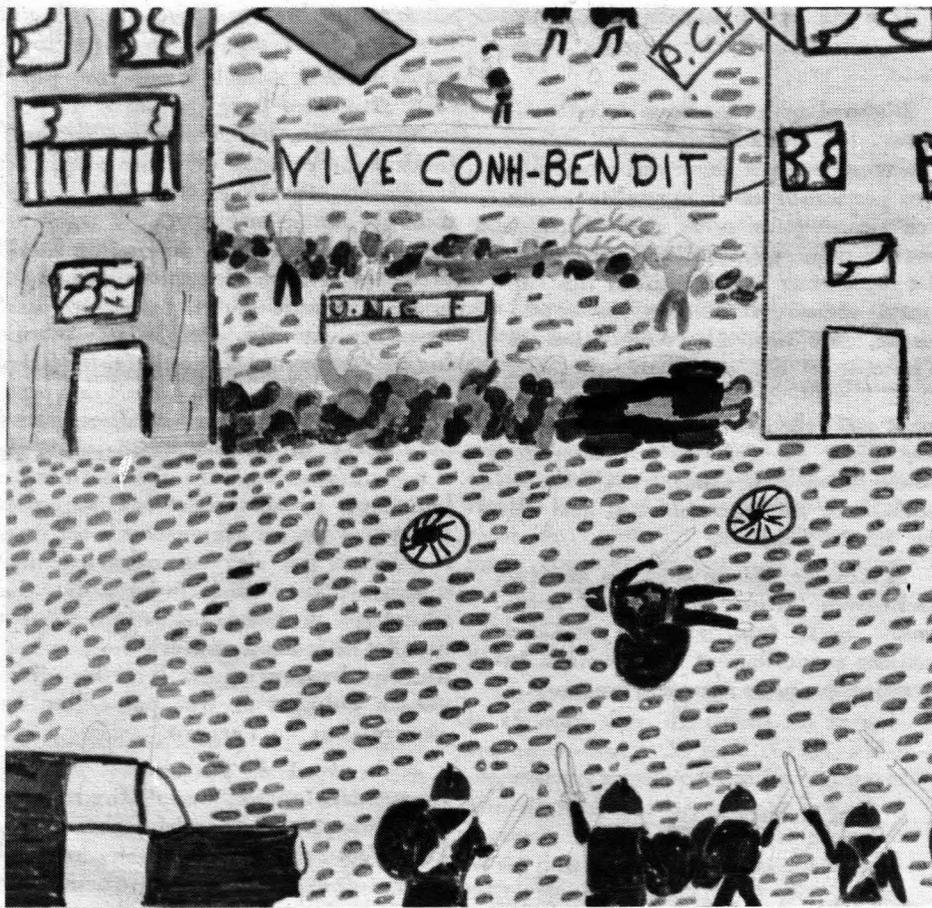
L'appartenance sociale future des étudiants est donc un obstacle qui les sépare des ouvriers, et qui s'ajoute à leur *origine sociale*, laquelle fait déjà que les ouvriers se sentent peu

concernés et saisissent mal les problèmes de l'université. Tout cela se traduisant d'ailleurs par des différences très concrètes : mentalité, langage... qui ne facilitent pas les contacts. Tout cela empêche aussi les étudiants d'avoir une *organisation uniquement syndicale*.

Alors pourquoi mai ?

Parce que malgré tout cela, l'université est en crise : l'arrivée des classes d'âge les plus nombreuses, l'effort gouvernemental d'*adaptation* de l'enseignement supérieur aux besoins du système capitaliste (formation professionnelle, recherche fondamentale) en sont les principales causes. Et malgré une idéologie dominante particulièrement pesante, l'enseignement, par sa nature et par l'âge des individus auxquels il s'adresse est propice aux discussions, aux prises de conscience, aux remises en cause. C'est cela qui a formé une *fraction croissante* du milieu étudiant, par un *choix politique*, à lutter non seulement contre l'université actuelle, mais contre le système capitaliste qui la secrète, et par là-même à soutenir le combat *anticapitaliste* que mènent les ouvriers. Malheureusement, la nature presque uniquement idéologique de cet engagement ne lui donne pas les garanties de stabilité que peut avoir l'engagement politique d'un militant ouvrier, victime directe et journalière du système. Rien n'est joué. Ce n'est qu'en *couplant les ponts* avec son passé, et son *avenir de privilégiés*, en se liant quotidiennement et à la base aux luttes ouvrières que cette minorité étudiante pourra continuer à mener les luttes anticapitalistes rejoignant celles des ouvriers. C'est le projet que les étudiants P.S.U. veulent réaliser.

Jean-Bernard GONZALES



Un jeune mène la grève

L'usine se situe près d'une ville bourgeoise peu habituée à voir les ouvriers se mettre en grève, sur le bord de l'Aisne. Dans cette usine appartenant à Péchiney, nous fabriquons de l'aluminium.

Vendredi 17 mai, 12 h 30 : à la fin de mon poste — je travaille en 3 x 8 heures dans un laboratoire — je discute avec mon collègue d'après-midi et le chef chimiste, afin de le convaincre de l'opportunité d'une grève dans l'établissement. Mon remplaçant me promet d'en parler aux ouvriers de fonderie.

Le lendemain, 4 heures du matin : j'apprends par le camarade de nuit que son équipe aurait voulu faire grève, mais que ne connaissant pas ses droits, il leur avait conseillé d'attendre et qu'une partie de l'équipe d'après-midi était d'accord.

De ce fait, je descends en fonderie — le laboratoire se trouve au-dessus de l'atelier — demander aux ouvriers s'ils suivraient un mot d'ordre de grève : c'est un oui unanime. Mais de 5 h à 11 h la situation évolue très vite, car à 11 h la grève est décidée, sans savoir ni les droits, ni les revendications qui seront posées. Un jeune électricien vient me prévenir et me demander de discuter avec les travailleurs, ce que je fais. Durant cette discussion, nous décidons que nous irons poser les revendications le lundi matin.

Lundi, 9 h : le directeur reçoit une délégation d'une dizaine de membres, et nous lui faisons part de nos revendications. Après un entretien d'un quart d'heure nous le quittons,

en ayant pris rendez-vous pour le lendemain 17 h.

21 mai, 5 h de l'après-midi : nous décidons que si la direction ne nous donne pas satisfaction nous nous mettons en grève à 4 h du matin. Le directeur nous apprend que la direction générale refuse d'accéder à nos différentes demandes, nous lui faisons alors savoir que nous allons arrêter l'usine. Dans un suprême effort, notre patron essaie de nous faire revenir sur notre décision et nous propose même la cantine de l'entreprise pour y réunir tous les ouvriers présents, les mettre au courant de la situation et faire un vote si nous le jugeons utile. Grâce à ce concours inattendu, nous pouvons réunir la moitié de l'effectif total (deux équipes ne sont pas présentes à l'usine). Un vote à bulletin secret a lieu et le résultat donne 75 % des suffrages pour un arrêt de travail illimité. Quand nous retournons voir notre « cher » directeur et qu'il m'entend lui annoncer que nous nous mettons en grève, nous sommes à deux doigts de le voir se jeter à nos pieds et nous supplier de reprendre le travail : le pauvre, il n'était pas habitué !

Mercredi matin, 4 h : Qui vois-je arriver pour me remplacer ? Mon patron ! Avec les cadres, il termine le travail en cours.

L'usine s'est finalement arrêtée durant cinq jours, pendant lesquels il se passa différentes choses.

Certains jeunes, avant et pendant la grève furent actifs. Ils participèrent aux différentes délégations et aux piquets de grève, tandis que d'autres avaient arrêté simplement pour s'amuser. Cependant la grève ne fut pas un mouvement particulier aux jeunes.

Lorsque nous nous arrêtons, les camarades de la C.F.D.T., qui étaient venus sur ma demande, me donnent un coup de main pour coller les affiches et distribuer les tracts, mais des travailleurs préférant la C.G.T. font venir un délégué de l'union régionale. Celui-ci fait une déclaration et donne des bulletins d'adhésion. Les ouvriers étant mis devant un choix — auparavant il n'y avait aucun syndicat — la grève devient très difficile à diriger, car je ne reçois aucune aide de la part des délégués cégétistes.

La C.G.T. ne nous a pas aidés : elle préférerait certainement que ceux qui avaient déclenché la grève se fasse éventuellement taper sur les doigts. Les militants de la C.G.T. ne se battant pas au premier rang, ils purent faire une propagande contre nous, du genre de celle qui fut organisée au sommet. Les délégués cégétistes récolteront par la suite une partie de ce que j'avais semé.

Il nous est impossible, à mes camarades et moi de créer un comité de grève, et malgré l'aide apportée par les agents de maîtrise et cadres qui font une grève de 24 heures pour nous soutenir, la grève se termine mal.

Jeudi soir : j'assiste à une réunion qui se tient à l'union locale C.F.D.T. où j'explique ce qui se passe : les ouvriers veulent reprendre le travail parce que la direction leur a dit que deux fours sur quatre sont en mauvais état, et qu'elle doit arrêter les brûleurs car elle veut garder du fuel pour redémarrer après la grève ; les fours en se refroidissant se détériorent encore plus, alors il faudra arrêter l'entreprise pour environ 2 à 3 mois. En entendant cela

des camarades crient au scandale et me promettent de venir le lendemain, en même temps qu'un camarade du P.S.U. qui était présent.

Vendredi 24, 8 h : nous ayons une réunion, durant laquelle j'essaie de relancer la grève, avec des camarades du P.S.U. et de la C.F.D.T. venus dialoguer avec les ouvriers. Malgré tous nos efforts, nous ne réussissons qu'une chose, c'est qu'un « jaune » propose aux ouvriers de faire venir le directeur pour discuter avec eux. A partir de ce moment nous n'avons plus aucun espoir. Avec raison, car après que le patron leur ait garanti qu'aucune sanction pour fait de grève ne serait prise et qu'ils auraient du travail jusqu'à la fin des événements, les ouvriers votent et le résultat est de 80 % pour la reprise.

Le résultat de la grève : nous n'avons obtenu que les accords de Grenelle, comme tout le monde.

Cependant la grève est une réussite, car elle nous a permis d'installer les syndicats dans l'entreprise, de créer le comité d'établissement, et d'organiser les élections des délégués du personnel.

Mes camarades et moi avions peur avant la grève, car nous pensions avoir seulement 25 % du personnel arrêté, mais nous eûmes 95 % de grévistes. Nous ne sommes pas mécontents du résultat, mais nous en voulons à certains militants de ne pas nous avoir aidés et même, pour certains, d'avoir empêché que la grève ait lieu. Ils étaient pourtant les premiers à demander un syndicat dans l'entreprise, alors que veulent-ils ? J'espère que la prochaine fois, ils le sauront, car nous ne recommencerons pas les mêmes erreurs.

G. COUTE

Sexualité d'une société

Michèle Descolonges

Il est toujours difficile de définir un mythe, c'est-à-dire la représentation que l'on se fait de quelque chose. Et nous avons d'abord cherché à faire le constat de la vie sexuelle des jeunes. Pourquoi des jeunes en particulier ? D'abord parce qu'il nous était impossible de parler d'une manière générale et de ne pas faire appel à notre propre expérience, ensuite parce qu'un être jeune est plus sensible qu'un être marqué par la vie aux diverses contingences et il nous était donc plus facile de dégager des caractéristiques de son comportement.

Nous avons volontairement schématisé, car ce travail n'est qu'une introduction à une réflexion que nous pensons devoir être menée pas seulement par des individus isolés, mais aussi par un parti qui se réclame du socialisme.

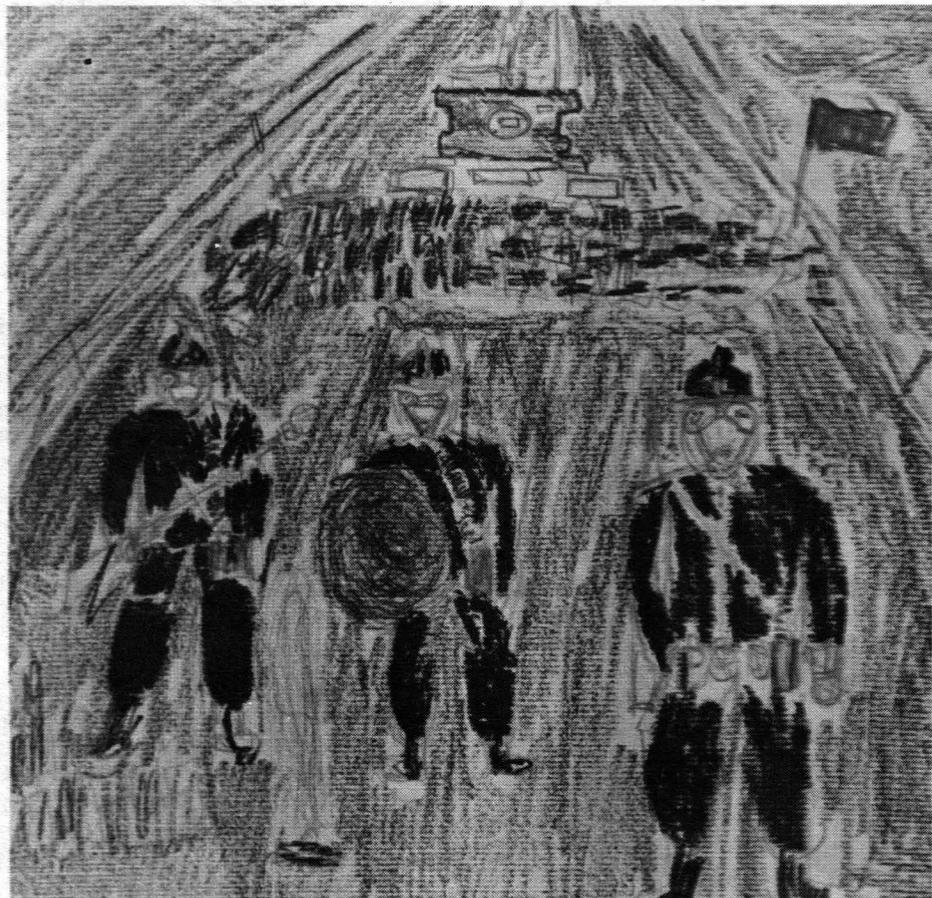
En finir avec l'hypocrisie

La sexualité des jeunes — et des adultes — est brimée tant sur le plan matériel que par une morale hypocrite.

Dans le domaine de l'emploi, la situation est tout à fait claire. La discrimination salariale entre femmes et hommes, le manque de qualification professionnelle des femmes favorisent d'une part la prostitution (comment vivre à Paris avec 600 francs, ou moins, par mois ?), et d'autre part un « droit de cuissage » que s'arrogent certains chefs d'atelier ou de service, qui permet un avancement ou une augmentation de salaire. Les mêmes conditions font se précipiter vers le mariage beaucoup de jeunes filles, qui après deux ou trois ans de boîte n'ont plus d'autre perspective.

Les horaires de travail sont souvent défavorables à des rencontres prolongées entre personnes (horaires 3 fois 8, heures supplémentaires).

Les logements sont exiguës et sonores. C'est une banalité. Cela se traduit, non moins banalement par une promiscuité pénible : chacun sait ce qui se passe dans la chambre voisine quand ce n'est pas dans l'appartement voisin. 25 % des jeunes



couples mariés vivent chez leurs parents, autant en hôtel meublé. Les célibataires demeurent en grande majorité chez leur parents, et leur seule solution est la chambre d'hôtel ou la chambre du copain. Sinon, il reste le F.J.T. (foyer de jeune travailleur), la cité universitaire — on a entendu parler des problèmes qui s'y posent il n'y a pas si longtemps.

Bref, entre le sommeil nécessaire (environ 8 heures), le travail nécessaire (au minimum 8 heures), le transport nécessaire (entre 1 heure et 3 heures par jour, surtout dans la région parisienne), les repas nécessaires (2 heures, et plus quand il faut les préparer), il reste environ 3 heures à utiliser.

Mais le corps et le cœur humains n'ont pas des automatismes de machine. De plus, ils sont entortillés dans une morale issue des temps immémoriaux où la famille était le fondement de toute vie légitime (voir ce que dit, beaucoup mieux que nous Engels, dans « *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* »).

Tellement bien liée au christianisme tellement bien liée au capitalisme, la morale dont nous héritons est faite d'interdits et nous fournit des garde-fous et des guides. Des parents aux maîtres d'écoles — nous en les critiquons pas : ils tiennent seulement leur rôle —, on s'est donné le mot pour interdire, à mots couverts, on ne soit quoi exactement. La sexualité devient un domaine réservé, secret et entaché dont on ne sait quelle tare. Moins les choses sont claires, plus l'impact sur le jeune est fort : il peut lutter contre quelque chose de précis, mais qui peut combattre des ombres ?

En même temps, le sexe se vend plus cher que le travail. Ayant fait de la sexualité un domaine réservé, notre société la monnaie, dans la publicité par exemple. Ce que nous ne vivons pas nous-mêmes, nous le vivons par intermédiaires, que ce soit des personnages (au cinéma, à la T.V.), ou des objets : « j'aime ma femme, elle achète la Kronenbourg par 6 », « ma femme est séduisante : elle a un compte à la B.N.P. » Étrange civilisation, où l'on ne sait que rêver d'amour, où l'on ne sait que s'accrocher à des objets (du panty au soutien-gorge, il ne reste plus rien).

Le problème n'est pas moral

Au service de qui, cette morale qui fait de nous un fidèle troupeau ?

C'est toute une conception de l'homme qui est en question. Dans notre société, l'homme sert à produire et à consommer. Et tant les conditions matérielles que la morale et l'éducation l'assurent dans ce rôle.

Pierre Belleville écrivait récemment (T.S. du 9-10-68) : « il est difficile de se conformer au modèle de consommation que propose le capitalisme sans s'intégrer plus ou moins au système de valeur, à la culture que le modèle diffuse et enracine sans adopter le type de rapports sociaux qu'il propose ».

Il ne suffit pas d'expliquer la sexualité par la consommation, car elle est un développement relativement récent du capitalisme. Cependant, les rapports humains sont bel et bien régis par le désir de posséder et de consommer.

Il n'y a pas à moraliser là-dessus et à rêver du futur paradis socialiste.

D'abord qu'avons-nous à faire du futur — paradisiaque ou non ? Qu'avons-nous à faire des prophètes qui penseront notre sexualité — notre vie — pour nous ? Il s'agit de savoir pour quoi nous combattons. Le socialisme doit entraîner des rapports sociaux différents du capitalisme, une nouvelle conception de l'homme et des conditions matérielles à son service. Mais, ne nous leurons pas : le socialisme ne résoudra pas tout. Et c'est entrer dans une nouvelle mystification, c'est faire du socialisme un nouveau dieu que voit en lui la Solution.

Il n'existe pas de solution absolue, définitive. Nous prétendons seulement qu'il faut vivre, c'est-à-dire exister sexuellement : nous nous interrogeons, nous vous interrogeons. □

Cuba 68

aller à Cuba est déjà chose plus facile actuellement, bien que les Américains mettent en œuvre tous les moyens pour non seulement empêcher le tourisme, mais aussi renforcer le blocus économique. Malgré cela, Cuba vit, avec des difficultés certes.

Au fait, qui disait que la France est indépendante des Américains ? Une illustration de cette pseudo-indépendance : les vols à destination de la Havane ne sont pas permis, il faut partir par d'autres pays européens.

De plus, il faut bien aussi que les parlementaires français s'en occupent. Par la voix d'un gaulliste officiel l'ancien secrétaire général de l'U.N.R., en l'occurrence M. Baumel, ils s'inquiètent de ces fameux voyages à Cuba, où « les Français vont s'entraîner à la guérilla ». Je pense que cette accusation sert de couverture à la faiblesse du gouvernement français à l'égard des États-Unis. Pourquoi M. Baumel n'est-il pas intervenu pour interdire les voyages en Espagne ou au Portugal ? Les Français peuvent peut-être y prendre des leçons de fascisme et propager la dictature ? Non, de ce côté là, on ne s'inquiète pas.

C'est un peu tout ça qui fait aussi le voyage à Cuba pour des jeunes Français qui viennent là pour comprendre, pour saisir les réalités économiques et humaines, et qui se trouvent mêlés avec des touristes qui n'ont qu'un seul but, la plage, le bar et les dancings. Je dis à ces gens-là : surtout n'allez pas à Cuba ! La Côte d'Azur vous ira certainement mieux.

Mais toutes ces querelles s'estompent grâce à l'accueil très chaleureux des Cubains, qui commence à l'aéroport, où nous buvons du daiquiri (rhum, citron et glace pilée), en écoutant des chants typiques.

La culture est dans la rue

Cet accueil, nous le retrouvons partout ; tout au long de notre découverte de l'île, les rencontres se font facilement et tout de suite s'approfondissent. A cet égard, je revis le mois de mai : la culture est dans la rue ; à tous les coins de rue, on nous arrête pour nous demander qui nous sommes et nous commençons des discussions sans fin, sur le pays, son fonctionnement — nous étions très avides de tout connaître, de tout voir, de tout savoir. Malheureusement c'est impossible en 28 jours, et il nous faut aussi faire abstraction de beaucoup de nos réactions. Ce que j'ai vu, c'est un pays socialiste, une révolution qui s'avance vers le communisme, avec un grand espoir : la libération de l'homme, ce qui implique la libération matérielle — c'est un des buts proposés par les dirigeants cubains et qui passe par la suppression de l'argent.

Mais avant de l'atteindre, la voie est encore longue. Les difficultés ne manquent pas. Les impérialistes yankees s'inquiètent de cette épine enfoncée dans leur pied et qui à chaque pas leur fait mal : leurs gros propriétaires, leurs exploités ont été chassés et Cuba ne fournit plus leur réserve de prostituées. Ils ne peuvent plus exploiter le pays.

Avant la révolution, il y avait un million de chômeurs pendant 8 mois de l'année. Les autres 4 mois étaient consacrés à la zafra (coupe de la canne à sucre), maintenant le pays manque de main-d'œuvre, et pour le même nombre d'habitants. Actuellement, les mobilisations de masses sont très importantes.

La jeunesse est profonde

Ce sont les jeunes qui sont à la pointe du combat révolutionnaire, ce sont ces mêmes jeunes qui tentent la première expérience communiste dans l'île des Pins, surnommée l'île de la Jeunesse. Ils ont conscience de leur responsabilité et de leur rôle. Jeunes incorporés partout dans la vie des usines, puisque les J.C.C. (Jeunesses communistes cubaines) font partie de tous les conseils de direction de la vie économique du pays. L'entrée aux jeunesses communistes est soumise aux mêmes conditions que l'entrée au Parti communiste : elles sont très strictes (bien qu'un peu moins pour les jeunes) ; elles portent sur la moralité, l'idéologie, le travail, et pour être accepté à la J.C. ou au P.C., les militants doivent être élus par leurs camarades.

La participation à toutes les organisations du pays dépend du contrôle de la base. Seul le C.D.R. (comité de défense de la révolution), — ne pas confondre... — est une organisation de masse : 2.000.000 d'adhérents sur 8.000.000 d'habitants. Il ne fonctionne pas de la même manière, les travaux ne sont pas les mêmes. Ce sont plutôt des tâches sociales (vaccination, inscrip-

tion des élèves, etc...), politiques — organisation de débats en fonction de l'orientation du pays, explication et aussi mobilisation des gens pour des tâches bien précises (zafra par exemple). L'implantation du C.D.R. se situe au niveau du quartier ou du pâté de maisons délimité par quatre rues.

Le syndicalisme n'a pas du tout l'aspect revendicatif qu'il revêt dans les pays capitalistes — les critères de recrutement sont les mêmes que ceux du Parti communiste cubain, bien que moins exigeants, il n'est pas indispensable d'être au Parti communiste pour être syndicaliste ou responsable. Le syndicat participe à la direction des entreprises et entérine ou n'entérine pas le plan de production. Le rôle du syndicat est d'assurer l'éducation et la formation des travailleurs en créant des cercles culturels et des cours de promotion.

Il existe d'autres organisations plus spécifiques — Fédération des Femmes cubaines (F.F.C.), A.N.A.P., Association des petits agriculteurs, F.E.U., Fédération des étudiants — toutes ces organisations ont des terrains particuliers de travail, mais ne sont absolument pas coupées du reste du pays — bien au contraire.

A la recherche du Cubain-type

La plus importante constatation que nous pouvons faire, c'est la politisation de la population qui est à même de nous parler de l'impérialisme : c'est quelque chose de vécu, de ressenti jusqu'au plus profond de l'être, dans la dignité d'homme. Et les Cubains sont conscients de la nécessité de défendre leur pays, contre les Américains. Cela n'a rien à voir avec le nationalisme. Il s'agit de défendre ce qui fait Cuba actuellement : Cuba avec sa médecine gratuite, Cuba avec son enseignement gratuit et la lutte contre l'analphabétisme, qui fut menée avec succès en 1961, donnant ainsi la liberté à 20 % de la population ; avec ses loyers qui représentent environ 10 % du salaire.

Il ne faut pas non plus oublier les difficultés que la révolution cubaine rencontre à tous les niveaux. Difficultés dues au blocus économique que lui font subir les Etats-Unis, et aussi des dangers de la contre-révolution qui est présente partout.

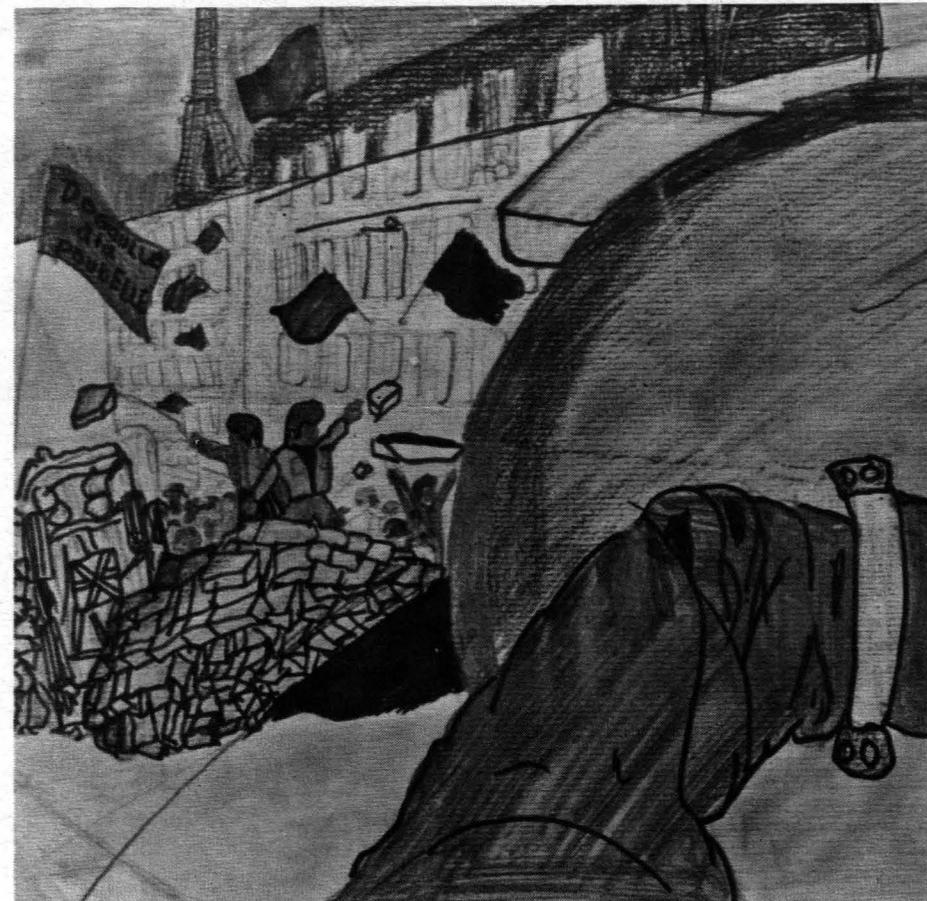
Ce qui m'a le plus profondément saisi dans cette société en évolution, ce qui est un de ses caractères les plus impressionnants, c'est la construction de l'homme nouveau, et les systèmes de valeur qui ne sont pas les mêmes. Pendant trois semaines de séjour, jamais je n'ai entendu parler d'argent. Je pense que c'est très important, dans la mesure où le premier combat à mener pour le socialisme, c'est la transformation de l'homme — sinon ce n'est pas du socialisme.

Yves BUCAS-FRANÇAIS

□ La grève à Flins

Mai-juin 1968 : Flins lutte. Des ouvriers, des militants et délégués syndicaux, des étudiants et des enseignants, un médecin, un élu local témoignent. Les origines et le déclenchement de la grève, la solidarité des travailleurs et des étudiants contre la répression, répression qui aboutira à la mort de Gilles Tautin, lycéen de 17 ans, la fin de la grève et ses résultats, deux mois de l'histoire de la Régie Renault reconstitués par des témoignages et des articles de journaux, divers tracts, recueillis et rassemblés par Jean-Philippe Tallo.

Le livre parle de lui-même : après le 15 mai, date du début de la grève, les ouvriers de la R.N.U.R.-Flins mènent cette grève avec un calme et une dignité qui démentent les affirmations mensongères du patronat et du pouvoir gaulliste face à la brutalité de 4.000 C.R.S. et gendarmes qui forcèrent les portes de l'usine. Après la mort de Gilles Tautin, la direction syndicale de la C.G.T., s'opposant à la C.F.D.T. et aux syndicalistes prolétariens, tente de faire reprendre le travail. Mais la base s'oppose parce que les revendications ne sont pas satisfaites. A la fin, Dreyfus sera obligé de faire quelques concessions mais la principale revendication, celle des droits syndi-



caux dans l'entreprise, demeure insuffisamment satisfaite.

Un excellent livre pour comprendre la lutte des travailleurs.

André LABROT.

« La Grève à Flins », Cahiers Libres 121, François Maspéro éditeur, 98 pages, 6, 15 francs.

1. - Le mouvement de Mai et la stratégie mondiale

Le développement des conflits révolutionnaires violents en Europe occidentale, même s'il ne débouche pas immédiatement sur la prise du pouvoir, modifie sensiblement le rapport des forces mondiales. Ce n'est pas le moindre paradoxe de ces mouvements que d'y trouver à la fois l'influence d'Herbert Marcuse sur la pensée étudiante européenne et la réfutation dans les faits des conclusions les plus pessimistes de Marcuse lui-même.

Les manifestations universitaires qui s'étaient déroulées avant le mois de mai dans les autres pays d'Europe pouvaient encore donner l'impression d'une contestation purement intellectuelle. L'absence d'écho des revendications étudiantes parmi la classe ouvrière paraissait confirmer l'idée selon laquelle, à un certain niveau de confort matériel des masses et d'hégémonie culturelle de la bourgeoisie, les prolétaires cessent de ressentir l'aliénation qu'ils subissent et ne peuvent plus dès lors constituer une force révolutionnaire.

Nous n'avons quant à nous, cessé de combattre cette conception liquidatrice du mouvement ouvrier, curieusement utilisée à la fois comme un alibi du romantisme révolutionnaire le plus irresponsable et du réformisme le plus opportuniste. Les événements de Paris et des autres grandes villes françaises ont montré que nous avons raison sur ce point. Les dix millions de travailleurs qui se sont mis en grève et qui ont occupé leurs usines n'appartiennent pas à une classe ouvrière résignée et par-

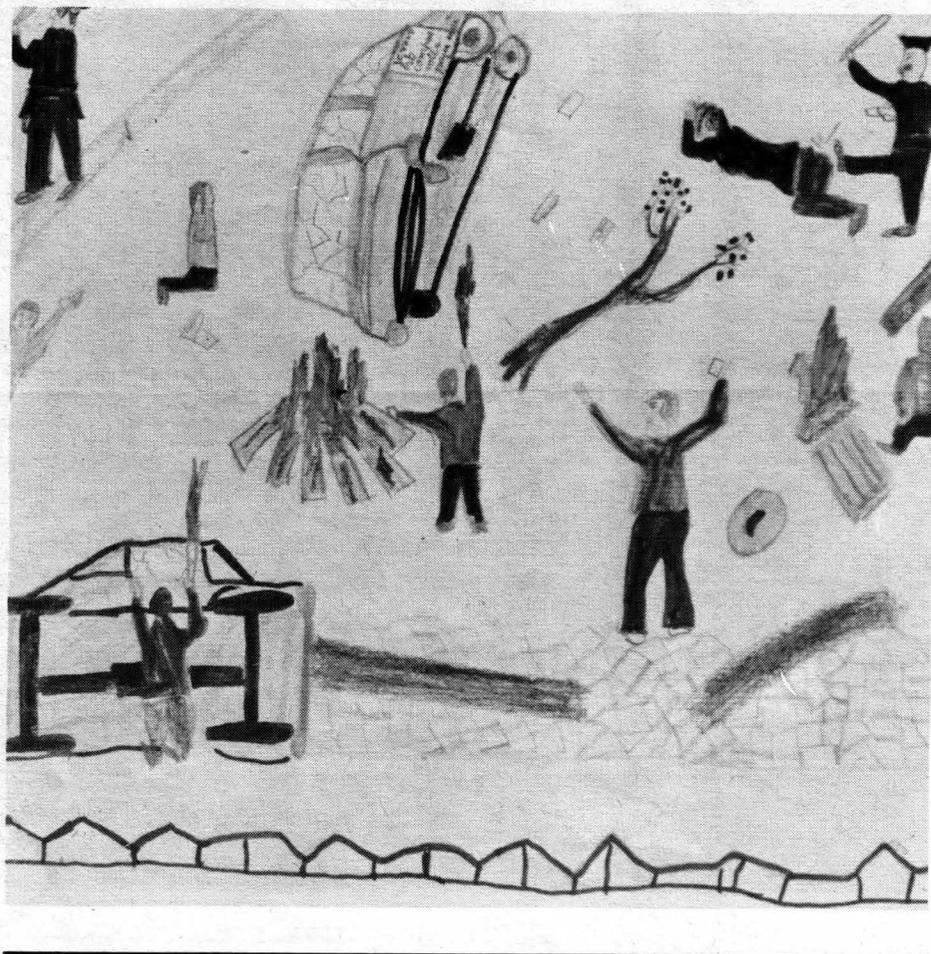
Mai 68 et le tiers monde

Manuel Bridier

Mai 68 est interprété différemment selon les conclusions que l'on veut en tirer. Crise de civilisation pour les uns, de génération pour les autres. Révolution en tout cas qui vient de sensibiliser une couche d'âge, celle des 16 à 30 ans : jeunes lycéens, jeunes travailleurs, étudiants, ce sont eux que nous avons fréquentés sur les barricades, ce sont eux que nous avons trouvés et retrouvés au Sénégal, au Mexique, en Tchécoslovaquie, au Brésil. Dans l'analyse ci-dessous que nous empruntons au « Bulletin du Centre Socialiste d'Etudes et de Documentation sur les Problèmes du Tiers-Monde (CEDETIM), une tentative de systématisation des problèmes posés à la jeunesse d'Europe et du Tiers-Monde est esquissée.

Il est encore trop tôt pour mesurer toutes les conséquences du mouvement révolutionnaire de mai 1968, des conditions de son déroulement et de son échec, des possibilités de son prolongement. Chacun s'efforce aujourd'hui de faire le point, afin de préciser les objectifs et la stratégie à la lumière de la nouvelle expérience. De ces discussions et de ces recherches dépendra dans une large mesure l'avenir des mouvements prolétariens en Europe. Cependant, si le problème posé est

avant tout celui du passage au socialisme dans les pays industriellement avancés, il n'en est pas moins incontestable que les événements qui se sont déroulés en France au printemps dernier soulèvent des problèmes théoriques et pratiques de la plus grande importance pour les rapports entre pays à développements économiques inégaux, dans la perspective d'une lutte mondiale contre l'impérialisme et contre le sous-développement.



faitement intégrée dans la société néo-capitaliste.

Les structures de notre société ont été mises en cause

Si même il ne s'agissait le plus souvent que de revendications matérielles, leur forme et leur ampleur n'en remettait pas moins en cause les structures de la société industrielle et les fondements de sa hiérarchie. Des revendications qualitatives de pouvoir et de contrôle ont d'ailleurs souvent complété les revendications quantitatives et témoigné, surtout chez les jeunes travailleurs, d'un haut degré d'exaspération et de révolte contre l'arbitraire et l'autoritarisme de la répression sociale.

Certes, la contestation n'a pas abouti cette fois au renversement du régime, pas même au sens le plus terre à terre, c'est-à-dire au change-

ment de gouvernement. Il n'en reste pas moins que la force avec laquelle cette contestation s'est affirmée, confirme la virulence des antagonismes à l'intérieur de notre société prétendument stable et l'impuissance de la bourgeoisie à les surmonter, à réussir la domestication durable des classes exploitées, même en utilisant tous les archétypes culturels de sa « civilisation ».

La mise à nu de ces antagonismes, l'insécurité permanente qu'ils constituent pour les sociétés industrielles, ne peuvent plus être négligées dans l'appréciation du rapport mondial des forces. Il n'est plus possible de s'en tenir au schéma simplificateur d'un « centre » capitaliste solide, où une classe ouvrière abâtardie n'attendrait le réveil que de la « périphérie », comme une conséquence des luttes menées ailleurs dans la « zone des tempêtes », par les peuples surexploités. Si les contradictions éclatent au grand jour au centre même du système, si les perspectives révolutionnaires y apparaissent à plus court terme qu'on ne l'imaginait, il est évident que ces luttes ne sont pas seulement un appoint aux luttes périphériques, une manifestation de solidarité envers les combattants du tiers monde, mais un facteur déterminant de la lutte mondiale pour le socialisme — et que les victoires remportées (ou même seulement les coups portés à l'adversaire), dans les anciennes métropoles, peuvent créer à leur tour de nouvelles contradictions, favoriser de nouveaux mouvements, préparer de nouvelles victoires dans les zones sous-développées.

Ainsi se trouve démontrée la justesse politique des thèses de l'OLAS,

qui fondent la solidarité active sur le développement des luttes révolutionnaires dans chaque pays, dans les conditions et pour les objectifs qui lui sont propres, et non sur la seule exaltation du soutien aux combattants les plus exposés.

Les données spécifiques de la France

Enfin, contrairement à une erreur maintes fois répétée dans de nombreux commentaires, ces événements sont une véritable démonstration des rapports dialectiques entre l'action des hommes et les conditions objectives qui la déterminent. Loin de constituer un argument en faveur du volontarisme révolutionnaire, loin de prouver qu'il suffit d'une action de choc pour créer une « situation » et pour modifier les conditions objectives des actions suivantes ; ils illustrent au contraire l'importance décisive de l'infrastructure. Ce n'est pas par hasard que les manifestations étudiantes ont servi en France de détonateur à un immense mouvement social, plutôt qu'en Allemagne ou en Italie. Les étudiants allemands et italiens ne sont pas moins courageux, leurs flics moins brutaux, ni leurs ouvriers moins intelligents — mais l'impérialisme français engagé dans une lutte inégale contre l'impérialisme américain, constituait le maillon le plus faible du capitalisme dans l'Europe des Six, en dépit des apparences politiques. Les dépenses militaires et la concurrence commerciale obligeaient en effet le régime gaulliste à faire payer aux travailleurs le prix de ses ambitions. Une productivité horaire inférieure ne pouvait être compensée, sur le marché international, que par une aggravation du taux d'exploitation, à titre individuel, par le blocage des salaires et la réduction des heures de travail, ou collectif, par les compressions d'entreprises et les licenciements. Ainsi se trouvaient réunies les conditions favorables à une prise de conscience des travailleurs, les conditions objectives préalables au développement d'une action que les insuffisances subjectives du mouvement ouvrier n'ont pas permis de mener à terme mais que le maintien des mêmes structures fera renaître inévitablement, après un temps de reflux.

Là encore, nous ne pouvons que souligner la concordance des faits avec les thèses formulées à la conférence de La Havane et trop souvent déformées par une interprétation romantique. L'expérience montre que la révolution n'est pas possible n'importe où et n'importe quand, même à la faveur d'une action violente initiale. Elle démontre au contraire que le mouvement révolutionnaire est possible à partir d'un certain niveau de contradiction économique et sociale et que la frontière est alors, au sein du mouvement ouvrier entre ceux qui veulent aller de l'avant et ceux qui freinent tant qu'ils peuvent. Cette expérience implique donc une

stratégie fondée sur l'information réciproque et la coordination des luttes, en même temps que sur la reconnaissance de leurs diversités et le respect de leurs rythmes propres.

II. - Les problèmes internationaux dans le mouvement de Mai

Le développement du capitalisme sous sa forme impérialiste ultime a porté l'interpénétration des économies nationales à un tel degré qu'aucun événement, aucune modification du rapport des forces en un point quelconque de la terre ne peut être considéré comme indifférent pour le système tout entier. C'est dans ce cadre qu'il faut situer la solidarité objective des luttes sociales. Cependant cette constatation ne signifie en aucune manière qu'il existe une conscience subjective de la solidarité entre elles.

De nombreux observateurs ont pu s'étonner à cet égard de la faible part que les problèmes internationaux, y compris les thèmes généraux de lutte contre l'impérialisme, semblent avoir pris dans la crise française du mois de mai. Il est vrai que les mots d'ordre sur ce sujet ont été pratiquement absents des manifestations, des publications et des murs — contraste saisissant en apparence avec l'importance, et quelquefois la primauté des thèmes internationaux dans les manifestations de la jeunesse américaine, japonaise, allemande ou italienne.

La vérité est cependant plus complexe. Aux Etats-Unis, au Japon et dans les autres pays d'Europe occidentale, les mouvements de révolte universitaire sont partis de la lutte contre la guerre et contre l'impérialisme. La conscription de la jeunesse américaine, la présence massive des bases américaines au Japon, la situation particulière de l'Allemagne occidentale et plus encore de Berlin-Ouest expliquent aisément cette situation. Elle explique aussi le relatif isolement de la jeunesse, beaucoup plus directement concernée, sinon objectivement du moins au niveau de la conscience, que les générations suivantes. Plus qu'à la situation actuelle de la France, c'est aux mouvements de lutte contre la guerre d'Algérie qu'il faut songer pour trouver une comparaison valable.

Tout autre était la situation française de 1968. Pour les raisons que nous avons évoquées plus haut, le rôle spécifique du gaullisme, en tant que forme avancée de la résistance des impérialismes secondaires à l'impérialisme américain, rendait l'économie française plus fragile. L'échec de la soi-disant société de consommation y était plus évident qu'ailleurs. De ce fait, les mots d'ordre de contestation intérieure, qui portent sur l'ensemble des rapports sociaux et sur leur seul aspect quantitatif au niveau des salaires, devaient naturellement l'emporter.

BULLETIN D'ADHESION AU P.S.U.

Nom

Prénom

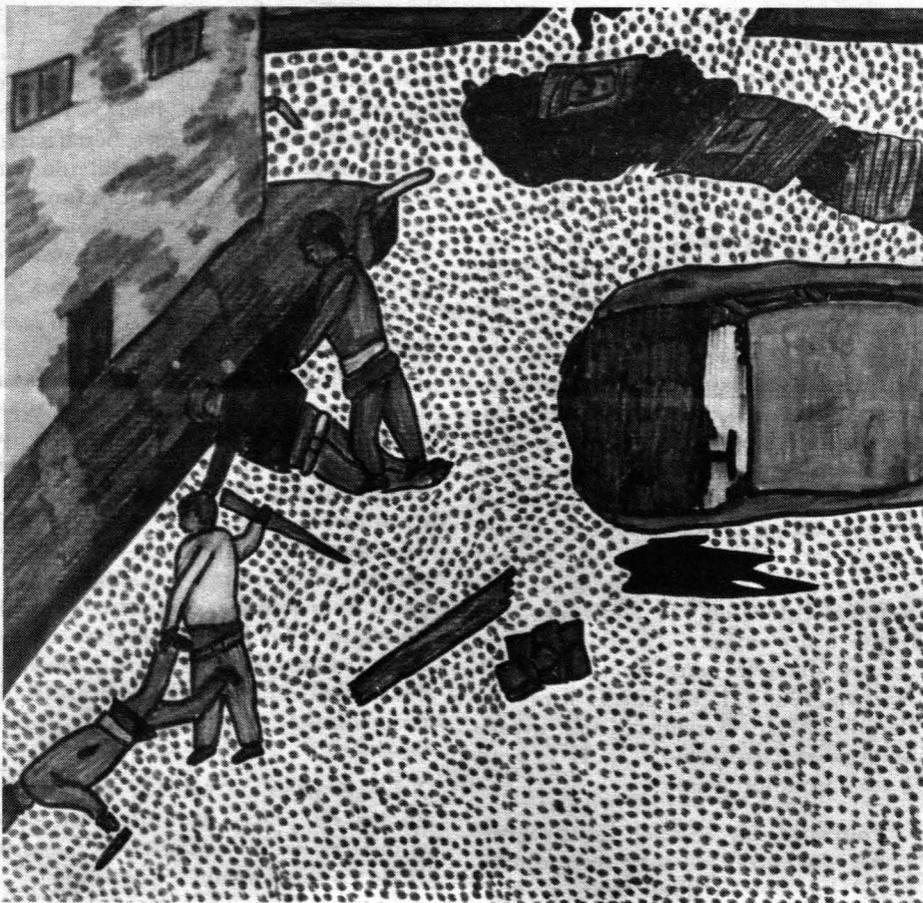
Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e



Il n'en reste pas moins une liaison étroite et même une relation de causalité directe entre le mouvement de mai et la situation internationale. Il est tout d'abord évident que le conflit inter-impérialiste, origine d'une situation objective favorable, est lui-même une conséquence de la lutte mondiale contre l'impérialisme.

C'est le développement des luttes sociales et nationales dans les pays du tiers monde qui fait entrer l'économie capitaliste dans une période de crise et de concurrence de plus en plus aiguë. Bien que le taux de profit soit nettement plus élevé dans les pays sous-développés, c'est vers les zones déjà industrialisées que s'orientent en priorité les exportations de capitaux. La recherche de la sécurité et du *revenu maximal en volume* l'emporte sur celle d'un taux optimal de rendement. D'où la concurrence accrue à l'intérieur du monde capitaliste et les phénomènes de résistance des impérialismes secondaires à l'hégémonie américaine.

La crise est internationale

Ainsi tout en rejetant la thèse qui ferait du tiers monde l'épicentre unique du mouvement révolutionnaire mondial, nous devons souligner le rôle considérable de ses luttes dans l'aggravation des contradictions du système capitaliste et la création en son sein de conditions favorables à des développements révolutionnaires autonomes.

Ce conditionnement objectif n'est

d'ailleurs pas la seule incidence des facteurs internationaux sur les événements de mai. Si l'« Internationale étudiante » n'existe en tant que telle que dans les cauchemars de la bourgeoisie et dans la littérature policière ; il est clair que les mouvements déclenchés par les étudiants dans les divers pays du monde — et singulièrement en Europe — ont été un modèle pour les étudiants français, comme ceux-ci constituent à leur tour une inspiration pour d'autres.

Ces mouvements témoignent d'une même crise de la civilisation pseudo-humaniste, dont les valeurs livresques, après avoir servi d'alibi à tous les pillages et à toutes les frustrations, sont aujourd'hui démasquées par ceux là même que la société destinait à leur défense et illustration. C'est encore un aspect par lequel la contestation de mai dernier, même à son niveau le plus élevé et apparemment le plus abstrait de révolution culturelle, rejoint l'enjeu le plus concret, le plus matériel des luttes contre l'impérialisme. Il n'est pas sans signification à cet égard que les premiers incidents aient eu pour objet l'arrestation de militants du Comité Vietnam national et que les éléments les plus actifs dans la lutte contre l'agression américaine au Vietnam se soient trouvés les plus actifs aussi dans la lutte contre le système, son université et ses flics.

Ce fût une faiblesse

Dans ces conditions, l'on serait tenté de considérer comme tout à fait

secondaire l'absence de mots d'ordre internationaux explicites dans les manifestations de mai. Les étudiants et les travailleurs français n'ont-ils pas apporté une contribution plus efficace à la lutte mondiale contre le système capitaliste en se battant contre leur gouvernement et leurs patrons plutôt qu'en invectivant les Etats-Unis dans un pays dont la diplomatie rompt elle-même avec l'orthodoxie atlantique? Cela est incontestable, mais il n'en reste pas moins que la négligence des thèmes internationaux dans la partie la plus active du mouvement a constitué une faiblesse et une faute.

C'est justement parce que le gaulisme présente à cet égard des aspects ambigus — et superficiellement positifs — qu'aucun mouvement révolutionnaire, en France moins qu'ailleurs, ne peut se permettre de négliger les problèmes de solidarité mondiale. Au lendemain du meeting de Charléty, le bureau politique du Parti Communiste Français publiait un communiqué dénonçant, dans le mouvement qui s'y était exprimé « une manœuvre de grande envergure », visant à constituer un gouvernement sans les communistes et pratiquant une politique étrangère inféodée aux Etats-Unis. Le ridicule de cette accusation prend toute sa valeur si l'on songe que les Comités populaires de mai sont le plus souvent héritiers des comités de lutte contre l'agression américaine au Vietnam, tandis que le P.C.F. s'accommode volontiers des silences de la F.G.D.S. sur le pacte atlantique et sur l'Indochine, sujets abordés dans la fameuse « plateforme commune » avec une modération exemplaire. Ces propos ont pourtant semé le doute chez certains, dans la mesure où le mouvement de mai lui-même ne s'est pas exprimé avec assez de clarté sur les problèmes internationaux.

Le rôle des travailleurs étrangers

Le mouvement de mai pouvait répondre d'autant mieux à ces mauvaises querelles que la solidarité internationale contre l'impérialisme se trouvait posée en son sein même de la façon la plus concrète.

Ce que les journalistes ont appelé « l'affaire Cohn Bendit » en est seulement une illustration. Contrairement à l'imagerie de la grande presse, Daniel Cohn Bendit n'a pas été le chef du mouvement étudiant, pour la bonne raison que ce mouvement n'avait pas besoin de « chef », mais il en était l'un des militants les plus écoutés. Lui interdire de rentrer en France était, de la part du ministre de l'Intérieur, une provocation délibérée à laquelle les étudiants devaient répondre pour plusieurs raisons, dont la principale était le motif

même de la décision ministérielle. La nationalité allemande de Cohn Bendit ne pouvait et ne devait avoir aucun sens pour un mouvement révolutionnaire, revendiquant les mêmes droits pour tous les étudiants, tous les travailleurs, quel que soit leur lieu d'origine.

Le rôle des étudiants étrangers et des ouvriers immigrés dans les événements de mai peut être considéré comme exemplaire. A aucun moment le patronat et le pouvoir n'ont pu se servir de leur arme traditionnelle en utilisant la crainte de l'expulsion ou la misère extrême pour forcer les travailleurs étrangers au rôle de briseurs de grève. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier français on a vu se constituer des comités d'action de travailleurs étrangers, appelant leurs compatriotes à la lutte commune, publiant et diffusant leur matériel en portugais, en espagnol, en arabe.

Cette expérience est une meilleure initiation aux véritables problèmes du tiers monde que la lecture de bien des ouvrages. La sur-exploitation de la main-d'œuvre du tiers monde permet en effet au capitalisme d'écouler sa production marginale, freinant ainsi le progrès technique, et de peser sur le marché du travail en utilisant une main-d'œuvre à bas prix, soit dans son pays d'origine, soit sous forme d'un sous-proletariat immigré, en provenance du tiers monde proprement dit ou des régions les plus pauvres de l'Europe. Le patronat cherche à masquer sa manœuvre en développant le racisme et la xénophobie pour diviser les travailleurs français et immigrés. Leur intérêt commun n'est pas moins de toute évidence l'égalité des traitements et le relèvement du niveau de vie (qu'il s'agisse des immigrés ou des pays exploités eux-mêmes) pour déjouer l'opération patronale en réduisant les profits de la sur-exploitation.

A cet égard, l'insistance du mouvement de mai sur le thème de la solidarité entre les travailleurs français et immigrés constitue l'un des aspects les plus positifs de cette période. Si les commentateurs n'y ont généralement pas accordé l'importance qu'elle méritait, le patronat et le gouvernement ne s'y sont pas trompés, qui font aujourd'hui des étrangers, étudiants ou travailleurs, les victimes de choix de la répression.

La défense des camarades étrangers contre la revanche patronale et gouvernementale sera une tâche capitale pour les militants de la gauche révolutionnaire au cours des prochains mois. Elle sera l'occasion d'approfondir la signification internationale du mouvement de mai. □

● Prochain article : *Le mouvement de mai dans les pays du tiers monde.*



Le tueur de Kinshasa.

AgiP

Congo

Le complot continue

Michel Lange

Pierre Mulele était l'un des hommes honnêtes de l'Afrique. Fusillé le 9 octobre, il est mort de cette même droiture un peu naïve qui a tué Lumumba dont il fut le ministre de l'éducation. Il est rentrée à Kinshasa, confiant dans la parole de Justin Bomboko, ministre des Affaires étrangères du Congo Kinshasa qui lui avait promis l'amnistie. Il a cru que l'union nationale pourrait de nouveau se réaliser. Mais si le général président Mobutu va libérer les prisonniers politiques de droite comme Godefroid Monungo, ancien « alter ego » de Tschombé et grand chef des « Affreux » du Katanga, il garde ses distances vis-à-vis de la gauche.

Il y est obligé par sa foi anti-communiste et par les militaires qui l'ont porté au pouvoir et grâce auxquels il tient le pays en main. Ils l'ont forcé à revenir sur la parole de Bomboko et à exécuter Mulele qui leur rappelait de vilains souvenirs : trop souvent ils avaient fui devant les bandes mulelistes armées de leur seule témérité et de quelques sagâes. Car après l'assassinat de Lumumba par les « paras » de Mobutu, Mulele était parti à Pékin apprendre la stratégie révolutionnaire. Il voulait poursuivre l'œuvre de Lumumba. En mai 1963 il s'installe au Kwilu qu'il contrôle vite. La rébellion dure trois ans.

Son retour, à Kinshasa, c'est l'ar-

rivée d'une véritable « statue du commandeur ». Encore souillés du sang de Lumumba qu'ils ont depuis canonisé, mais pas encore exorcisé, Mobutu et ses amis galonnés choisissent la violence. Le même sort attend un Soumaliot ou un Gizenga, autres rebelles fameux qui ont voulu reprendre la lutte de Lumumba et se sont insurgés contre l'ordre de Kinshasa.

Car l'ordre règne maintenant au Congo. Un ancien ministre congolais me disait l'autre jour : « Pour contrôler le Congo, immense pays très sous-peuplé (15 millions d'habitants dans une superficie équivalente à celle de l'Europe), il suffit d'avoir une armée organisée et de tenir les villes ». C'est ce que fait le général Mobutu. Il a organisé l'A.N.C. (Armée nationale congolaise) longtemps trop fameuse pour ses viols et exactions. L'aide technique bienveillante des entraîneurs américains et israéliens fut prépondérante.

Les Américains ont, en effet, pris la place des Belges. Positive sous Kennedy, qui soutenait l'unité d'un Congo indépendant, leur influence est maintenant plus intéressée. Ils louchent sur les énormes richesses minières du Katanga où ils ont des intérêts. On chuchote beaucoup à Kinshasa qu'ils ont le fréquent privilège de voir les discours présidentiels avant qu'ils soient prononcés et leur ambassade n'est jamais, comme celle de la Belgique, l'objet de la vindicte

populaire. Ils dispensent une généreuse aide financière. Récemment, encore un prêt de 70 millions de F est venu s'ajouter aux 300 millions d'aide annuelle.

En échange, Mobutu marque son amitié pour les alliés de Washington en Afrique en visitant Tunis et Rabat. Il enfonce un coin dans l'Afrique francophone en créant, en mars, les Etats-Unis d'Afrique centrale (U.D.E.A.C.) avec le Tchad et la République Centrafricaine. Cet empiètement sur la chasse-gardée de Paris ouvre une porte à l'influence américaine. Et quand Mobutu s'en prend à l'impérialisme, il ne cite jamais lequel. Et, en général, c'est au soviétique, au chinois ou au cubain qu'il pense. Certains témoins se rappellent volontiers la véritable panique qui s'empara du général alors encore dans le rang, lorsqu'en septembre 1960, il vit surgir près de l'aéroport de Kinshasa des avions frappés des initiales U.S. Il croyait à une invasion russe.

Pourtant, un temps, les progressistes ont vu en Mobutu un moindre mal. Comparé à Tschombé, il était d'un nationalisme effrené. Mais, en combattant l'union minière, en la nationalisant en partie, c'est la menace toujours vivace d'une sécession du Katanga qu'il voulait conjurer, sans « spolier » la Société Générale de Belgique qui continue à percevoir en dividendes 4,5 % de la production des mines contre les 6 % qu'elle réclamait. Et le reste de la politique

économique de Mobutu est à l'avantage. Le commerce extérieur est totalement libre depuis la dévaluation record de 300 % en juin 1967. Les investissements étrangers bénéficient d'une totale liberté de rapatriement. Une firme américaine d'import-export, la St John international, a reçu le monopole des importations de produits agricoles.

Si Mobutu a réalisé une satisfaisante unité de façade du Congo, il le doit peut-être aussi à la grande lassitude qui a suivi cinq ans de massacre. Il n'a en effet guère promu de réformes, ni de politique de développement. La corruption reste partout présente, favorisée par la dépréciation des salaires ; les banques suisses où Mobutu lui-même a déposé une somme coquette, peuvent témoigner. Le revenu par tête stagne aux alentours de 80 dollars. Seules les activités d'extraction (cuivre, cobalt), ont repris un rythme record.

L'exécution de Mulele a remis les choses en place. Mobutu s'est substitué à la droite congolaise classique. Il ne l'a pas éliminée.

Tristement, la mort de Mulele n'a pas provoqué de réaction populaire au Congo. Après cinq ans de chaos, la gauche et l'opinion hibernent encore. Mais, l'inexistence de la politique économique et sociale de Mobutu pourrait stimuler les idées progressistes chez les jeunes. C'est pour cela que Mobutu a peur des héritiers de Lumumba. □

Rodhésie

Le Nibmar

On peut se demander quelles sont les raisons qui ont amené le « rebelle » rhodésien Smith à relancer le dialogue avec le gouvernement Wilson... Les plus impératives semblent être d'ordre économique. La poussée démographique dans la population africaine est considérable (taux de croissance : 3,5 % par an, ce qui signifie que le chiffre actuel : 4 millions 1/2 devrait être doublé en 20 ans). Population blanche : 525.000. Ceci entraîne — entre autres causes — une énorme augmentation du nombre des chômeurs (estimation de certains spécialistes conservateurs : 605.000 — chiffre avoué : 90.000). La moitié de la population africaine a moins de 17 ans. Elle manque d'écoles, et bien entendu, d'emplois. L'économie rhodésienne est touchée par les sanctions économiques (malgré l'aide « fraternelle » de l'Afrique du Sud) et ces sanctions devraient logiquement être renforcées si la situation actuelle se prolongeait. De plus, le régime Smith doit compter avec des charges croissantes — militaires et policières — dues à la lutte menée par les forces de libération, une lutte qui va certainement s'intensifier.

Du côté anglais — c'est l'atout de Smith — des intérêts considérables, investis en Rhodésie, exercent également sur le gouvernement travailliste une pression grandissante pour que soit trouvée une solution de normalisation des relations anglo-rhodésiennes.

Mais si désireux qu'il soit d'aboutir à une telle solution, Smith semble bien résolu à ne rien céder quant au préalable que les Britanniques — responsables de la population africaine de Rhodésie — ne peuvent pas ne pas mettre à tout compromis : l'accession (même à terme...) des Africains aux responsabilités du pouvoir.

C'est pourquoi les forces démocratiques et anti-racistes en Angleterre, craignant que Wilson ne cède sur ce point, et ne « livre » pratiquement les Africains à la minorité blanche raciste, se mobilisent actuellement avec vigueur, sur le mot d'ordre du NIBMAR (No Independence Before Majority Rule : Pas d'indépendance sans le respect de la règle de majorité). □

Élections américaines

La panthère blanche

René Gallet

Il importe assez peu que Humphrey ou Nixon l'emporte en novembre aux élections présidentielles, tous deux ne faisant que mettre en œuvre, avec des variantes secondaires, la politique impérialiste qu'attendent les trusts américains.

Par contre, quels que soient ses résultats chiffrés, que Wallace rassemble 15 % ou 25 % des suffrages, l'apparition de ce nouveau candidat et ce troisième parti marquent un tournant qui peut être capital dans la vie politique américaine. Avec l'entrée de Wallace dans le jeu électoral, l'extrême droite américaine a fait un pas vers son unification et son homogénéisation, alors qu'auparavant les divers foyers réactionnaires américains ne communiquaient pas vraiment entre eux et restaient essentiellement des phénomènes locaux. A vrai dire cette candidature ne représente qu'une tentative après plusieurs autres pour donner une existence nationale aux forces extrémistes répandues dans tout le pays. Il y eut la montée et la retombée (peut-être provisoire) de Reagan, la flambée de Goldwater lors des dernières élections présidentielles, mais pas de progression notable dans le rapprochement et l'organisation de ceux qui les avaient soutenus. Avec le lancement de l'American Independent Party, cette étape se trouve franchie.

Oui à l'ordre et à la loi...

La raison en est que Wallace a bénéficié de conditions beaucoup plus favorables que ses prédécesseurs, car il n'a guère fait que détourner à son profit la marée de colère blanche suscitée par la détermination croissante chez les Noirs de briser leurs chaînes anciennes et nouvelles. Trois ans auparavant une telle politique n'aurait eu quelque chance de succès que dans le Sud. Maintenant l'Amérique entière est en passe de devenir sudiste.

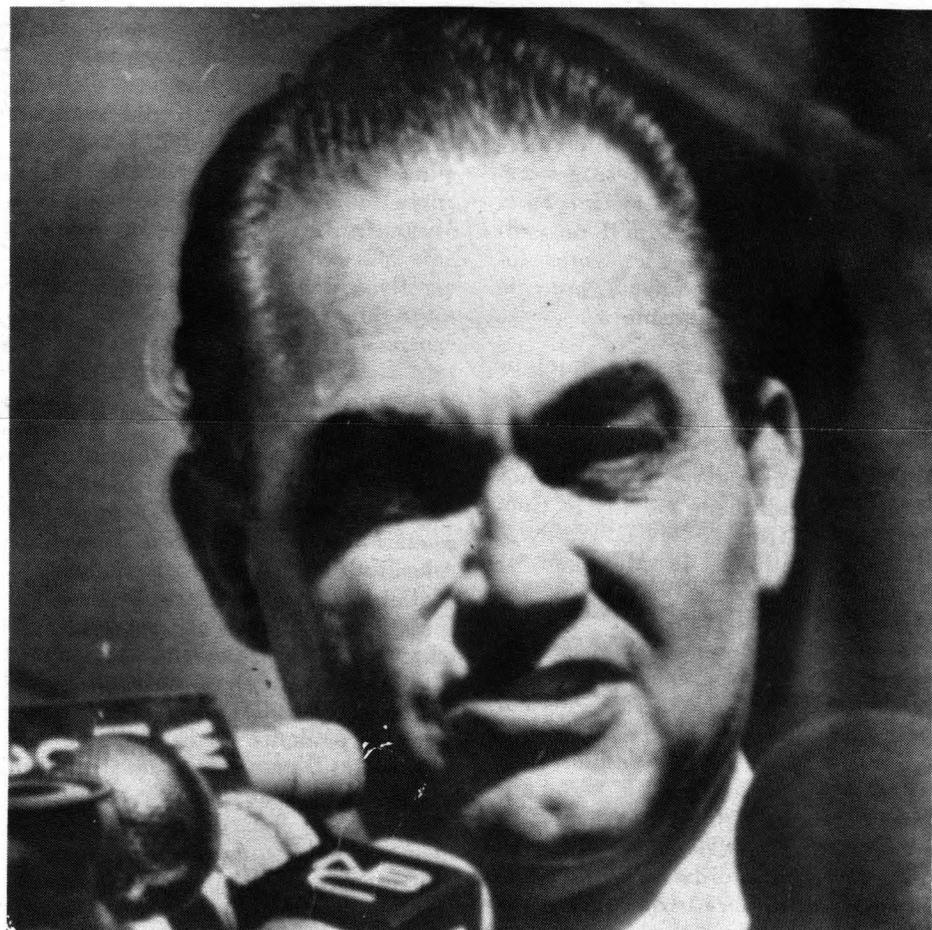
Wallace a aussi profité bien sûr des remous provoqués par l'insuccès de la guerre du Vietnam. Toutefois lui qui est si net, si brutal quand il parle du problème noir, ne s'aventure guère à propos de la question vietnamienne, préférant s'en remettre aux décisions des généraux de l'état-major. Sa cible habituelle est plutôt les « traîtres », les peaceniks étudiants ou libéraux qui sapent le moral de la nation et ternissent la pureté de la belle Amérique. En fait, pour lui, il s'agit bien plus de retenir un monde : celui de l'oppression qui bascule et de raviver une époque moribonde. Ainsi toute la politique, la mythologie de Wallace vise-t-elle

à exhumer le cadavre de l'Amérique originelle où chacun baignait dans la liberté, où il n'y avait guère d'impôts, peu de dépenses publiques et par conséquent pas d'inflation. On peut établir une sorte de hiérarchie dans le Mal selon que telle tendance actuelle se sépare ou se rapproche du rêve dont une fois de plus l'Amérique est reprise.

Il faut avant tout rétablir l'ordre (« law and order ») ; derrière ce lyrisme de la stabilité se cache bien sûr la répression la plus féroce. A ce sujet, Wallace préconise une collaboration étroite entre la police et les « bons » citoyens blancs ; de même il encourage ou considère favorablement la formation de groupes armés blancs défenseurs de la propriété individuelle (ayant lui-même donné l'exemple lorsqu'il chassa au moyen d'une hache un Noir de son restaurant). Il convient également de supprimer les mesures légales qui selon lui entravent le bon fonctionnement de la police, et en particulier de mettre un terme à l'action pernicieuse de la Cour Suprême (lisons abolition de fait des garanties individuelles). Suivant là encore une inclination caractéristique, il recommande le renforcement des polices locales au détriment de la police fédérale (qui osait parfois intervenir dans le Sud pour faire appliquer une intégration scolaire d'ailleurs symbolique ou contenir la menace blanche lorsque les Noirs désiraient s'inscrire sur les registres électoraux). Nulle surprise donc si Wallace se présente en « libérateur » de la police et fait un effort particulier pour aller serrer la main des policiers qui se pressent à ses réunions électorales. A un journaliste qui lui demandait ce qu'il ferait au cas où il serait élu président, il s'empressa de répondre : « Eh bien, la première chose que je ferais serait de prononcer mon discours inaugural, et dans ce discours j'affirmerais le soutien morale de la présidence à la police, aux officiers qui font respecter la loi et aux pompiers de ce pays ».

Non aux programmes sociaux

Le second cheval de bataille qu'il enfourche est — tout naturellement pour un Sudiste — la lutte contre la prolifération du gouvernement fédéral, ce monstre qui piétine les libertés locales en sortant de ses attributions naturelles. Il devient donc urgent de limiter le pouvoir fédéral, surtout en matière financière ; il faut combattre l'inflation « due aux dépenses excessives du gouvernement » (« Je supprimerai ces pro-



Wallace : un racisme forcené

A.F.P.

grammes de lutte contre la pauvreté qui sont une dépense inutile »). Il va de soi que les impôts diminueraient, en même temps que seraient combattues les fraudes fiscales (on discerne ici une poussée puritaine caractéristique) et les exemptions fiscales dont bénéficient « les fondations milliardaires » (intention intéressante, révélant une nostalgie d'un âge prémonopoliste ! une haine du « gros »).

Parallèlement à ce démentement du pouvoir fédéral, les États veraient reflleurir leurs libertés premières ; notamment en matière scolaire pour éviter l'intégration (qui est officiellement liée à l'obtention de subsides fédéraux) ou le transfert d'élèves noirs dans les écoles et banlieue blanches (les fameux épisodes du « bussing »).

Il existe d'ailleurs un État où le gouverneur Reagan a entrepris une politique voisine de celle-ci. Ce dernier semblait s'être donné pour objectif de détruire véritablement l'université de Californie. Il réduisit de 10 millions de dollars les crédits alloués par l'État à l'université, ainsi que l'accroissement du nombre des professeurs, alors que dans le même temps, le chiffre total des élèves passait de 84.000 à 91.000 ; le budget de la recherche fut également amputé et de nombreux emplois supprimés ; tout ceci au nom d'une campagne de salubrité morale et de reconquête d'une pureté disparue. Il est intéressant de noter que Reagan semble bénéficier surtout de l'appui de petits capitalistes récemment « arrivés » (1), (bien que ces renseignements n'aient qu'une valeur indicative, il compte par

exemple dans son entourage des vendeurs d'automobiles, des entrepreneurs ayant réussi dans le pétrole, des spéculateurs immobiliers) et d'une assez large fraction de la classe ouvrière et de la classe moyenne (cols blancs en particulier).

Le même phénomène se produit avec la candidature de Wallace qui a largement entamé l'électorat démocrate non seulement dans le Sud où l'appartenance au parti démocrate s'alliait depuis toujours avec un racisme forcené, mais également dans de larges secteurs de la classe ouvrière travaillant dans les grandes villes industrielles du Nord. Il n'y a rien de surprenant à voir Wallace canaliser le flot raciste du Sud vers sa candidature (petite et moyenne bourgeoisies, paysans et un certain nombre d'ouvriers). Toutefois, il faut noter semble-t-il que les milieux capitalistes du Sud ne lui accordaient pas nécessairement leur soutien. Si l'on se fonde sur une analyse faite à la suite de l'élection du gouverneur de Géorgie en 1967, il ressort que le candidat raciste, Lester Haddox, de même tendance que Wallace, a reçu l'appui de l'électorat populaire alors que la haute bourgeoisie le boudait et le considérait même avec quelque agacement.

Vers une fascisation de la classe ouvrière?

Ce qui est nouveau et grave, c'est surtout la progression foudroyante de l'agitation raciste dans le reste des États-Unis ; certes des signes avant-coureurs pouvaient le laisser présager. On se souvient à cet égard des élections à Boston l'an dernier

où Mme Louise Hicks — candidate indépendante (étrange préfiguration) — obtenait 90.000 suffrages contre 100.000 à son opposant « respectable » dont 50.000 provenant de l'électorat noir. Ce phénomène se généralise donc et s'étend cette fois aux votes nationaux (alors qu'il ne concernait jusque-là que les votes locaux, l'électorat retrouvant pour le reste le pli du bipartisme).

Des sondages partiels et quelque peu aléatoires donnent une idée de cette tendance nouvelle. Les plus forts pourcentages en faveur de Wallace viennent des Etats industriels ; la Californie (7 %), le Connecticut, l'Illinois avec Chicago (14 %), l'Indiana, le Michigan, le New Jersey avec New York (14 %), l'Ohio, la Pensylvanie (14 %). La vague a même déferlé parmi les syndicats réputés progressistes tels que l'*United Auto Workers* de W. Reuther ; un sondage effectué dans une usine du New Jersey donnait 430 voix à Wallace contre 92 à Nixon (2). Dans l'Illinois, plusieurs dirigeants syndicaux se sont déclarés en faveur du premier candidat. Et fait plus étrange, il apparaît que dans cet Etat 10 % des personnes qui en juillet appuyaient Rockefeller et 12 % de celles qui étaient favorables à Mac Carthy ont maintenant rejoint les rangs de Wallace. Les directions syndicales qui évidemment n'ont pas versé dans l'hérésie et s'alignent fidèlement derrière Humphrey s'inquiètent à tel point qu'elles ont jugé nécessaire de lancer dans certaines villes une active campagne pour essayer de faire rentrer les ouvriers dans le rang. Il n'en reste pas moins que la campagne de Wallace ébranle profondément l'assise traditionnelle du parti démocrate, le « blue collar working class vote ».

Il apparaît donc clairement que la jonction s'opère entre les différents types locaux de réaction. Dans le Sud il s'agit effectivement de défendre le dernier bastion de la domination directe des Blancs. Dans le Nord la situation est plus complexe : une fraction de la classe ouvrière se sent menacée par la progression des Noirs du simple fait qu'elle n'a plus de groupe ethnique en dessous d'elle. Ainsi a-t-on vu de violentes réactions de la part des Polonais de Chicago lorsque M. L. King essaya de lancer une manifestation dans leur quartier. Il y a plus grave : c'est que les divers groupes extrémistes, très solidement organisés et armés le plus souvent, ont semble-t-il rejoint le mouvement, alors que Reagan par exemple était dénoncé par la *John Birch Society*. Selon une information rapportée par *le Monde* (3), la *John Birch Society* compterait 400.000 adhérents, les *Minutemen* 30.000 et le *Klu Klux Klan* environ 55.000.

Quant aux relations entre Wallace et la police, on a déjà vu qu'elle ne sauraient être meilleures. En ce qui concerne l'armée, le problème est moins net. On peut toutefois estimer qu'un large courant de sympathie

s'est développé en son sein, parce que d'abord il a choisi un militaire comme « running mate » et qu'ensuite il a su prendre sur le Vietnam une position qui tendait à remettre purement et simplement entre les mains de l'état-major la conduite de la guerre, évidemment conscient du fait que ce dernier se sent brimé et paralysé par la présidence actuelle.

Wallace et les trusts

Pour ce qui touche ses rapports avec les milieux capitalistes, on ne peut que faire quelques déductions, d'abord en analysant l'attitude de certains de ces précurseurs, par exemple Maddox qui, sans véritablement s'aliéner les capitalistes locaux, n'a pas su non plus s'attirer leur concours. La politique de Reagan en Californie a aussi montré qu'il pouvait parfois aller à l'encontre des intérêts évidents du capitalisme monopoliste. Dans sa décision de réduire les crédits de l'université de Californie, il s'est heurté aux « régents » de l'Université qui ne sont autres que les représentants de la Bank of America, Hunt Food, Lockheed, de Los Angeles Times, Hearst etc... tous gens bien placés pour savoir quels sont les intérêts des trusts et qui ont besoin des ingénieurs, techniciens, cadres, avocats ; que leur fournit l'Université.

De même il y a incompatibilité formelle entre la conception que Wallace voudrait se faire de l'Etat et la fonction que le capitalisme monopoliste lui assigne, car l'un prétend réduire au maximum les dépenses de l'Etat alors que le second ne peut évidemment se passer des marchés d'Etat qui assurent un taux de profit élevé et sans risques. D'autre part, les subsides fédéraux sont absolument indispensables à la recherche et à la survie de l'industrie aéronautique. Pourtant ne doutons pas que, le cas échéant, des aménagements seraient vite trouvés. On peut donc constater une progression qualitative dans le développement des forces réactionnaires américaines parallèlement à une organisation plus cohérente des mouvements d'émancipation noir. La violence prévisible de la répression dépendra sans doute de la résistance ou de la non-résistance de l'Etat fédéral à la poussée raciste — car les autorités locales basculeront vite là où ce n'est pas déjà fait. Ce phénomène est d'autant plus alarmant que le seul courant populaire dans ces élections est celui qui soutient Wallace et a allumé l'incendie raciste aux quatre coins du pays. Après le vote, Wallace rentrera-t-il dans le Sud d'où il a émergé si brutalement ? En tout cas, après cette amputation de son électorat, le parti démocrate n'a pas fini de boîter.

(1) cf *The New Republic* 20 avril 1968 « Reagan and the Right ».

(2) *Nation* 2 septembre.

(3) 14 septembre.

Les Fédérations au travail

Il est maintenant possible de dresser un premier bilan de la campagne d'implantation qui a suivi les événements de mai-juin.

• Les ALPES-MARITIMES ont vu leurs effectifs doublés. La ville de Nice compte désormais trois sections locales et une section étudiante en voie de structuration. A côté de celles de Grasse et d'Antibes une nouvelle section a été fondée à Cannes, particulièrement à partir des travailleurs de Sud-Aviation.

• Le VAR connaissait de lourdes difficultés depuis plusieurs années. Dès juillet une nouvelle équipe fédérale animée par J. Baumann s'est mise au travail et les premiers résultats se font sentir. Le samedi 19 octobre, réunion-débat fort animée sur *Draguignan* avec Marc Heurgon : une section est maintenant constituée autour de Guy Boisgibault qui compte déjà une douzaine de membres. Le dimanche matin 20 octobre, premier meeting P.S.U. sur *Toulon* depuis plusieurs années. Une centaine de participants ont discuté avec Marc Heurgon des suites du mouvement de mai et de la stratégie du parti. Une réunion des cadres de la Fédération a permis d'adopter un programme de travail pour les différentes sections : des débats publics se tiendront prochainement, notamment à La Seyne et à La Garde.

• Les BASSES-ALPES ont à l'occasion du mouvement de mai fait un bond en avant important. A *Saint-Alban* s'est constituée une section d'entreprises dont des militants syndicalistes de l'usine de produits chimiques de Pechiney-Saint-Gobain (plus d'une vingtaine d'adhérents) — à *Manosque*, la section reconstituée compte un groupe de travailleurs du Centre d'Etudes nucléaires de Cadarache.

Au cours de la journée du 20 octobre, puis le lundi soir 21, les militants des Basses-Alpes ont fait autour de Marc Heurgon, de Gérard Cire, secrétaire fédéral, et de Georges Dolias le point des possibilités d'implantation qui vont être encore développées.

• Les BOUCHES-DU-RHONE développent elles aussi l'implantation du parti dans une région qui fut longtemps un « désert PSU ». L'équipe fédérale qu'animent Jean-Paul Bastide, Georges Grand et Christian Bruschi exploite au maximum les possibilités d'implantation dans trois secteurs prioritaires : l'agglomération marseillaise où sont constituées des sections et groupes d'implantation dans chaque arrondissement ; l'Université grâce au renforcement des deux sections ESU d'Aix et de Marseille qui se structurent en groupes de fac et vont coordonner l'implantation dans les lycées ; la banlieue marseillaise où seront organisés fin novembre plusieurs meetings P.S.U.

Cette activité des différentes fédérations sera facilitée par une coordination régionale sur les problèmes d'intérêt commun (presse - formation - préparation de la bataille sur la démocratie régionale). Tel sera l'ordre du jour de la réunion régionale qui se tiendra au Pradet dimanche prochain 27 octobre.

Des enseignants à Douai

Une quarantaine d'enseignants du P.S.U., appartenant au primaire, au secondaire, au supérieur, se sont réunis le dimanche 21 octobre à Douai sur l'initiative des fédérations du Nord et du Pas-de-Calais. Sous la présidence d'André Arnold, assistant à Lille, responsable des problèmes de l'enseignement dans la fédération du Nord, ils ont envisagé la situation de l'école à cette rentrée, après le mouvement de mai-juin. Ils ont entendu un exposé de Robert Chapuis, membre du Bureau National, sur les prochaines Assises sur l'enseignement les 10 et 11 novembre à Paris. Ils ont discuté tout particulièrement des relations entre le système scolaire et le système économique ; les problèmes de l'emploi et du chômage des jeunes sont particulièrement aigus dans ces régions et il convient de développer une action large (parents d'élèves, syndicats) et immédiatement sur cette question en même temps que la réflexion politique indispensable. Ils ont également examiné les conditions actuelles de l'action syndicale parmi les enseignants, en vue de développer un véritable courant socialiste. Quatre réunions, correspondant aux différents secteurs géographiques se tiendront dans les semaines prochaines afin de préparer les interventions des délégués des deux fédérations aux Assises Nationales.

Meetings et réunions du Parti

Vendredi 25 octobre :

Angers, Jacques Malterre ; Saint-Etienne, Marc Heurgon ; Clermont-Ferrand, Henri Leclerc ; Le Havre, Christian Guerche.

Samedi 26 octobre :

Bordeaux, Marc Heurgon ; Nantes, Manuel Bridier ; Charité-sur-Loire (Week-end Fédéral) Georges Gontcharoff.

Dimanche 27 octobre :

Congrès fédéraux de la Gironde et de la Corrèze. Assemblée générale de l'Essonne (Dourdan). Stage de formation de la Loire-Atlantique.

Lundi 28 octobre :

Reims, meeting sur la Tchécoslovaquie avec Pierre Naville.

Mercredi 30 octobre :

Lille, Marc Heurgon et André Barjonet.

Jeudi 31 octobre :

Strasbourg, Jacques Malterre.

Dimanche 3 novembre :

Journée d'étude ; Sochaux, Montbéliard, Belfort, avec Jacques Malterre.

Mercredi 6 novembre :

Montpellier, Michel Rocard ; Lyon, Marc Heurgon, Jacques Sauvageot, André Barjonet.

Spécial programme

La semaine prochaine, Tribune Socialiste, sera une réédition du numéro programme qui avait été réalisé en mars 1967, avec en plus les textes issus du Conseil National de mars. Ce numéro de 24 pages, aujourd'hui totalement épuisé, était indispensable pour l'ensemble de nos militants et sympathisants.

Passez vos commandes à Tribune Socialiste, 54, bd Garibaldi, Paris (15°).



Les retombées du second « coup de Prague ».

A.F.P.

Effets de Prague

Un édifice lézardé

Gilbert Chaleil

L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie a donné lieu à bien des analyses émanant de diverses tendances de l'opinion ; pourtant on a moins tenté d'envisager globalement les conséquences d'une telle action sur l'ensemble des pays communistes.

Les causes de cette intervention sont multiples. On se borne pour l'instant à émettre des hypothèses : Pour les uns il s'agit d'une opération purement stratégique visant à conserver à l'U.R.S.S. la position clé de ce continent, le fameux quadrilatère de Bohême. D'autres pensent que nous assistons à une simple résurgence du stalinisme dans sa forme traditionnelle ou encore au dernier sursaut des « apparatchiks » de Moscou pour défendre leurs privilèges bureaucratiques. Ces fonctionnaires de la révolution veulent continuer à peser sur toutes les décisions et en particulier sur l'économie qu'ils contrôlent et entravent au lieu de la laisser se développer selon ses propres principes comme l'avait défini le professeur tchèque Ota Sik et, avant lui, l'économiste soviétique Liberman. Enfin, la crainte d'une contagion émancipatrice n'est pas le moindre mobile de l'intervention armée.

Crainte justifiée par les remous qui se produisent dans certaines démocraties populaires ayant participé à

l'opération militaire du 22 août. Ces tensions n'épargnent pas l'U.R.S.S. elle-même où l'apparition au premier plan d'un partisan forcené de l'action armée comme Piotr Chelest, secrétaire du parti communiste d'Ukraine, démontre clairement que la situation n'est pas aussi calme que les dirigeants soviétiques veulent bien le faire croire. Chelest et avec lui, Brejnev, auraient selon certaines rumeurs beaucoup à faire pour contenir cinquante millions d'Ukrainiens, fiers de leur héritage culturel et historique et qui ne sont pas attachés à Moscou avec la ferveur que leur prêtent les Russes.

La remilitarisation

Du côté de l'Union Soviétique et de ses alliés, le rideau est tendu. De la Baltique au Danube les chars sont déployés. La présence russe en Méditerranée se fait plus imposante que jamais avec l'apparition de nouveaux navires porte-hélicoptères et la création de corps d'infanterie de marine supplémentaires, unités dont l'Union Soviétique est moins bien pourvue que les Etats-Unis. En outre, la facilité avec laquelle les Russes ont mis en mouvement 650 000 hommes de troupe et du matériel ne laisse pas d'inquiéter sur leurs possibilités et

leur détermination. Politique non démentie par la déclaration de Gerhard Schroeder, ministre ouest-allemand de la Défense, dénonçant la présence de quarante-trois divisions soviétiques en Tchécoslovaquie, massées près de la frontière allemande. Autre conséquence en Europe de l'Est qui va également dans le sens d'une remilitarisation, les pays qui n'ont pas participé à l'intervention et qui ont craint et craignent encore parfois une opération militaire des partis « frères » sont armés jusqu'aux dents. Les Yougoslaves pouvaient mobiliser deux millions d'hommes et organiser la résistance populaire à l'agresseur. En Roumanie les armes ont été distribuées sur tous les lieux de travail et dans la milice, quant à la petite Albanie, elle a rassemblé ses maigres forces dont le principal atout reste la pensée et le soutien de Mao Tsé-Toung.

Une rebalkanisation possible

On a assisté d'autre part à des tentatives de rapprochement inattendus entre certains pays peu enclins au dialogue comme la Yougoslavie et l'Albanie. Témoin de cette nouvelle attitude, les récents efforts déployés dans la presse yougoslave pour aplanir les différends avec le voisin albanais qui, de son côté, modère ses attaques contre les « valets de l'impérialisme » et la « clique titiste » de Belgrade. La pression soviétique permet également à la Roumanie de lancer des appels (discrets certes) à la Chine. Les Roumains qui avaient profité du conflit sino-soviétique pour prendre leurs distances à l'égard de Moscou n'en avaient pas moins jamais exalté à ce point les relations sino-roumaines, témoin cette phrase parue dans « Scinteia », l'organe du parti communiste roumain, à l'occasion du dix-neuvième anniversaire du triomphe de la révolution chinoise : « On connaît le rôle extraordinairement important joué par la République populaire de Chine, avec ses grandes ressources matérielles et humaines, dans la vie internationale actuelle, dans le combat des forces anti-impérialistes, dans la lutte des peuples pour la liberté, le socialisme et la paix ».

Dans cette Europe balkanique et danubienne qui fut le foyer de tant de déchirements, les conflits résurgissent. Staline et ses adeptes croyaient avoir trouvé la solution éternelle mais l'intervention du 22 août fait réapparaître les tensions et les antagonismes : Hungaro-roumain (Transylvanie revendiquée par certains Hongrois), bulgare-yougoslave (la Macédoine est l'objet de ce climat tendu malgré les démentis bulgares), bulgare-roumain, polono-tchèque, hungaro-tchèque. Les Soviétiques avaient placé, pas seulement pour des raisons stratégiques, dans le sud de la Tchécoslovaquie des troupes hongroises, là où vivent des minorités magyares, mais il semble que cette tactique insidieuse ait échoué. La population plus sensibilisée par le fait

d'une présence militaire que par l'origine de ses acteurs a eu une attitude pour le moins réservée à l'égard des occupants. D'une façon analogue les Hongrois de Roumanie ont soutenu les dirigeants de Bucarest pendant la crise.

La bataille idéologique reprend

Enfin, au-delà de ces nombreuses conséquences immédiates, il se produit chez les cinq un très net durcissement idéologique. Dans la presse de ces différents pays, il fallait justifier à grand renfort de dogmatisme les raisons d'une intervention que les masses n'approuvaient pas lorsqu'elles étaient, ne serait-ce qu'un peu informées, (Pologne, Hongrie) de ce qui se passait à Prague depuis janvier. Ces justifications difficiles impliquent une plus grande rigueur, particulièrement sensible dans la « Pravda », organe du parti communiste de l'Union Soviétique, où cette intransigeance nouvelle permet de voir réaffirmés des principes sensiblement passés sous silence ces dernières années tels que : « La cohabitation impossible de deux systèmes (capitaliste et socialiste) antagonistes ». A cet égard, le rapport Sakarov qui circulait sous le manteau en U.R.S.S., rapport dans lequel le célèbre physicien soulignait la convergence future des deux systèmes appelés à une synthèse (au mépris de certaines vérités socialistes il est vrai) est sévèrement condamné dans certains milieux. Cette vigilance réapparue détermine principalement en Union Soviétique un raidissement des contrôles, un renforcement de la censure, la reprise des procès. Il faut en effet se garder d'assimiler le peuple soviétique et certains membres de l'intelligentsia aux dirigeants en place. Quelques actes, malheureusement désespérés prouvent la largeur du fossé qui sépare les bureaucrates au pouvoir d'une partie de la masse. L'ouvrier Anatole Martchenko purge une peine de huit ans de prison pour avoir manifesté son soutien au peuple tchèque, tandis que Larissa Daniel et Paul Livitnov ont été condamnés lors d'un procès retentissant pour les mêmes raisons. Un soldat de l'armée rouge s'est suicidé à Prague quand il a pris conscience de la situation tchécoslovaque et de l'ignorance dans laquelle sont tenues les populations soviétiques.

En outre, cette cristallisation de l'attention sur des phénomènes extérieurs dénote de la part des autorités un désir de faire oublier un malaise extérieur évident. Il est permis de penser que les principaux défenseurs du « nouveau cours » de Prague se trouvent quelque part en U.R.S.S., prêts à reprendre le flambeau de la recherche d'un socialisme nouveau, esquissé seulement depuis janvier par Dubcek et ses partisans. On peut prévoir, hélas, que dans un premier temps ces tensions vont faire se resserrer un carcan bureaucratique qui se relâchait à peine. □

Dessins

Mai vu par des écoliers

Mady Cuinet

Dans les pages « Spécial Jeunes » nous reproduisons plusieurs dessins inspirés à des enfants par les événements de mai. Nous donnons également la parole à leur professeur qui s'explique au-delà des problèmes politiques.

À l'école maternelle, le dessin, la peinture, le modelage sont des activités primordiales. Lorsque les enfants abordent l'école primaire, on leur supprime cette possibilité de se manifester, de s'exprimer, d'exister : Pourquoi ? Brutalement, l'enfant se trouve enfermé dans un univers où les lettres seules, petites, concises et noires, deviennent l'unique conquête proposée, l'objectif, le souci de ceux qui l'entourent. Les pinceaux sont relégués et séchent dans leurs boîtes durant quatre ans, et puis, miracle de la pédagogie, ces quatre années écoulées — le temps de l'oubli, le temps de l'apprentissage, de la myopie — on s'avise tout à coup, lors du passage en septième (ou en cours moyen) lorsque l'enfant a dix ans de lui « enseigner » les couleurs, les formes, les volumes. On lui impose une discipline supplémentaire. On valorise en le mythifiant ce qu'il faisait tout naturellement et dans la joie à la maternelle : pourquoi ?

Ces questions, chacun peut se les poser. Sans doute, serait-ce en partie les résoudre que de supprimer purement et simplement comme il en est question, les cours de dessin dans toutes les classes primaires (prétexte officiel : alléger les dépenses de l'Education nationale), faisant ainsi de cet enseignement une matière noble réservée aux élèves du secondaire. Sans doute aussi, les futurs manœuvres de Saint-Denis ou d'Aubervilliers n'ont-ils que faire de ces futilités esthétiques... l'enseignement

desquelles, à la rigueur, pourrait aussi bien être confié aux instituteurs dont le programme n'est après tout peut-être pas si chargé !... Pourtant l'enseignement du dessin, comme on le nomme très restrictivement peut être autre chose que l'apprentissage d'une méthode ou d'une technique. Son rôle doit avoir une tout autre importance. Le professeur de dessin doit, par sa formation — et là il y aurait encore beaucoup à dire sur cette formation — être capable de libérer la sensibilité de l'enfant, de l'éveiller aux formes, aux couleurs, permettre le regard, la lecture du monde. Il doit corriger aussi, en s'opposant aux agressions permanentes de la publicité, de la presse, de la radio, de « Nounours ». Il doit dépister les conditionnements, dénoncer les idées reçues (ça ? c'est du Picasso... Les maisons modernes ? des cages à lapins... L'art moderne ? un enfant de deux ans peut en faire autant, etc.).

Chaque année, au premier cours je demande à chaque élève de dessiner sa vision des choses qui l'entourent : une maison, un arbre, un personnage, un animal. Je rends compte souvent à l'instituteur, des qualités étonnantes d'un enfant qui jusque là paraissait un cancre irrécupérable. Ne peut-on reconsidérer l'importance de la fonction sociale de ce révélateur ou craindrait-on vraiment de l'imagination qu'elle ne soit un jour réellement dans la rue ? □



Un roi dans de bonnes mains

ple (à l'exception du directeur, va guement porte-parole d'une prudence qui s'apparente à celle du P.C.F. au cours des événements de mai).

Malheureusement si le schéma est beau, et si cette convergence de thèmes pouvait susciter nombre de développements, Dimitriadis s'en tient à la superficie des idées, son interrogation ne va guère au-delà d'une restitution des tics et des clichés de mai, restitution qui fait volontiers sourire, car l'on apprécie de se revoir à travers le prisme de ses mythes mais qui tourne court. Curieusement même, le pirandellisme implicite de cette pièce est tourné en fade caricature, car là où le créateur des « Six personnages en quête d'auteur » était possédé et faisait coûte que coûte éclater la vie, Dimitriadis ne sait que répéter « c'est du théâtre ». Heureusement, il y a les extraits de Shakespeare, qui non seulement ne perdent pas à la comparaison mais l'emportent et de loin, comme si, sans s'en rendre compte, l'auteur d'aujourd'hui s'ingéniait à nous prouver que le dramaturge d'hier était plus proche de nous que les imitateurs immédiats d'une réalité contemporaine... qui fuit le théâtre.

Heureusement il y a Chereau ! L'œuvre maigre et désossée en sort bouleversée, acquérant une dimension que seules lui confèrent l'ampleur de la mise en scène et la valeur de la troupe. Du coup, c'est à travers la réalisation théâtrale, son style, ses inventions perpétuelles, que la recherche de Dimitriadis rejoint ses véritables préoccupations, c'est à dire celles de l'art engagé et actuel.

Là où, piqué au vif, le critique de « L'Humanité », Ph. Madral, ha-

bituellement connaisseur plus intelligent, réagit en dénonçant le pot-pourri de Chereau, il faut au contraire voir les étonnantes démonstrations d'un réalisateur en voie d'accomplissement et à qui ne manque plus que la synthèse achevée de ses multiples claviers. Chereau a le sens de l'art lyrique, les emplois musicaux sont d'une justesse de ton et d'une puissance évocative exceptionnelles. Sa troupe est homogène, ce ne sont pas des individualités qui tirent chacune dans leur sens, mais des acteurs orientés par un metteur en scène qui sait ce qu'il veut et qui le fait exécuter au niveau de l'individu comme au niveau du groupe. Merveille de l'équipe, en nos temps, c'est plutôt rare ! Les trouvailles, on me dira qu'il y en a trop et que Chereau se répète, ne résistant pas à souligner de deux traits ce qui n'en nécessiterait qu'un. Il est vrai qu'il règne parfois un certain désordre et qu'à mieux resserer les inventions il y aurait matière à plus d'impact. L'intrusion de la comédie musicale américaine n'est pas toujours très neuve et les tangos sont trop fréquents. Qu'importe ! car la vie se déploie, s'enfle et vous emporte, et si les cris, les gestes, l'anarchie paraissent avoir perdu leurs freins, il faut y déceler le signe de cette puissance quasi délirante que seuls possèdent les grands !

Alors, alors, c'est là sans doute la

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.

Les Gauloises bleues

Théâtre

Chereau ou la naissance d'un théâtre

Dominique Yvoire

Les authentiques réalisateurs sont rares ! Saluons en Patrice Chereau l'une de ces exceptions ! L'œuvre qu'il vient de présenter en avant-première sous les auspices du théâtre d'Aubervilliers reste pourtant le plus souvent en-deçà du projet qui l'inspire. On connaît le scénario inventé par Dimitri Dimitriadis, jeune auteur grec : des acteurs interprètent des scènes violentes de Shakespeare, surviennent soudain les bruits d'une révolte qui gronde aux accents de « pouvoir populaire, pouvoir dans la rue, etc. », les acteurs se divisent sur le sens de leur art,

pour les uns l'issue est dans la rue, pour les autres sur la scène. Alors que les tentatives d'un théâtre ouvrier échouent dans la banalité, la Reine, le Roi et le Premier Ministre (de Grèce) qui passaient par là surgissent à leur tour sur les planches. Dès lors acteurs et personnages royaux se mêleront pour reconstituer sous nos yeux certaines trames tragico-politiques de l'histoire récente de la Grèce. Malgré le streap-tease final d'une Reine qui balance les oripeaux de son pouvoir, les acteurs n'auront pu être réintégrés et auront tous rejoint le camp du peu-

suprême habileté de Chereau qui nous administre la preuve que la beauté peut prendre le pouvoir tout comme l'imagination et qu'il est des querelles sur l'engagement qui versent dans l'académisme et le refus stérile de l'humain. Se vengera-t-on sur Chereau et sur Garran son hôte parce qu'ils ont dénoncé dans le communisme courant la peur du mouvement? La contestation qui s'imposait l'autre soir ne s'arrêtait pas là, elle appelait à la vie et re-

jetait tous les abonnés du slogan vain et rassurant, les propriétaires de la « ligne », les puritains de la révolution. Après tout Shakespeare ne fût-il pas la bête noire des puritains! Or, de nos jours, dans notre société de consommation, paradoxalement, les puritains se sont multipliés au rythme des produits et il y en a sous toutes les latitudes idéologiques. Contre eux tous, Chereau brandit le souffle de la vie. Sachons ne pas l'étouffer et le transmettre à notre tour! □



Les points sur les i

La culture subversive

Bernard Sizaïre

Elles étaient huit. Elles ne sont désormais plus que six. Depuis mai, complice ou impuissant, Malraux a accepté la fermeture de deux Maisons de la Culture. Après avoir chassé ignominieusement J.-L. Barrault, le ministre ne pouvait qu'entériner les décisions des municipalités réactionnaires de Thonon et de Caen. Les animateurs de Bourges (1), sauvés de justesse (et pour combien de temps?), ont failli reprendre la route et le baluchon des comédiens errants.

Les Boisdé, les Louvel et autres Pianta (2), ne s'y sont pas trompés : malgré l'ambiguïté de leurs statuts et l'imprécision de leur mission, les Maisons de la Culture pouvaient devenir aux mains d'hommes décidés et lucides de hauts lieux subversifs. A force d'y cultiver Brecht à la place de Montherlant, on finissait par développer ce que les « assis » et les bien-pensants redoutent le plus : l'esprit critique.

Fondée sur le prestige et la pou- dre aux yeux, la conception d'André

Malraux ne pouvait résister à l'épreuve des hommes et des faits. Le public et les responsables refusaient les Prisunic culturels qu'on voulait leur imposer. L'apprenti sorcier et ses amis cherchent maintenant à limiter les dégâts : deux maisons fermées, des constructions qui piétinent, des animateurs à la rue, des artistes en chômage (3).

Nous savions que la culture devait avoir un but pratique. A partir du moment où nous cessons de la contempler pour l'utiliser, elle devient intolérable aux pouvoirs. C'est pourquoi nous devons participer à sa défense en soutenant les équipes les plus actives et les plus audacieuses contre les censures et les pressions municipales ou étatiques. □

(1) Notre collaboratrice Dominique Nores apportera des précisions dans un prochain numéro.

(2) Maires indépendants, centristes et gaullistes de Bourges, Caen et Thonon.

(3) Sans oublier la fermeture prochaine de deux théâtres à Paris : Récamier et l'Épée de Bois.



Silvana Mangano : une énigme fantomatique.

Œdipe jouant de la flûte à la sortie d'une usine. Franco Citti (l'acteur d'Accatone) anime prodigieusement le héros accablé, en greffant sur les obsessions pasoliniennes une certaine frénésie baroque, telle l'attaque du char royal où Œdipe, inlassablement, avec une rage brûlante, revient à l'assaut pour consommer le meurtre du Père. Silvana Mangano en Jocaste est une énigme fantomatique, un « mystère pur ».

Pasolini ne fait pas surgir le mythe de Sophocle comme par enchantement. Délibérément, il s'y plonge. — nous y plonge —, jusqu'à atteindre les profondeurs abyssales des origines. Œdipe refusant de voir jusqu'à l'ultime découverte, jusqu'à

l'ultime révélation où, sachant, il se mutile. Œdipe aveuglé par l'évidente certitude de la vérité. Œdipe, saisissant dans les transes de l'horreur sacrée l'étendue de sa tragédie, découvre l'infinie profondeur de l'inconscient d'où ont surgi le parricide et l'inceste. Tout le rythme du récit légendaire réside dans ce lent et inexorable dévoilement où enfin, prophétisée par Tirésias (un Julian Beck merveilleux d'irrationalité), l'atrocité cinglante apparaît dans sa nudité.

En brassant des musiques hétérogènes (japonaise, roumaine, marocaine), en inventant d'étranges costumes (empruntés à Summer, aux Aztèques, à l'Afrique noire), on pourrait croire que Pasolini se détache de la force du mythe. En fait, c'est parce qu'il s'y abandonne totalement qu'il se refuse à situer historiquement son sujet. Ce qui lui importe c'est d'atteindre les abîmes de l'inconscient collectif ou encore du fond obsessionnel originaire. Sans transitions, dans la troisième partie, il rejette Œdipe aveuglé et errant, guidé par le mystérieux Angelo, dans la cité moderne, jusqu'au pré où il jouait enfant, jusqu'à la porte de la maison natale. Le cercle est bouclé. Un cercle parfait, hermétique, impénétrable. Absurde dans son évidence logique.

D'Accatone à l'Évangile selon Saint Mathieu, d'Œdipe roi à Théorème, les films de Pasolini vibrent de l'absence de Dieu. Marxiste, il demeure rivé aux obsessions chrétiennes, et surtout psychanalytiquement en ce qu'elles ont d'ancestral et d'originel. Théorème, encore plus explicitement, nous montre l'enchevêtrement de l'inceste et du divin. Œdipe roi est le cri barbare d'un homme déchiré qui hurle son désespoir devant un ciel vide. Ce n'est ni touchant ni larmoyant. Simplement sec et tranchant comme un glaive qui tombe. □

EDIPO RE (ŒDIPE ROI) 1967, film italien de Pier Paolo Pasolini, avec Franco Citti, Silvana Mangano, Carmelo Bene, Alida Valli, P. P. Pasolini.



Cinéma

Un poème barbare

Jean-Luc Pouillaude

D'abord, un frémissement lumineux. Une houle d'images imprécises, floues, irréelles, restituent l'univers perdu de l'enfance. Non pas un retour nostalgique. Ou pas seulement. Mais une plongée abrupte dans l'inconscient infantile, une vision à la fois émotionnelle et précise, historiquement datée (une petite ville italienne vers 1922), d'où se dégagent les figures du Père et de la Mère. Cris vagissants de l'enfant délaissé. Et brusquement, par un glissement, un déplacement aussi imperceptible qu'impérieux, les cris de l'enfant italien deviennent ceux du petit Œdipe abandonné sur les pentes brûlantes du mont Cythéron aux morsures des serpents.

Tourne dans un Sud Marocain aux

falaises ocre, aux citadelles dont les murs calcinés semblent de sang caillé et où la palpitation limpide de la lumière inonde des éboulis cahotiques, le film évite toute reconstitution historique ou archéologique pour nous introduire par une sorte de raccourci symbolique au niveau préhistorique des origines. Pasolini n'a nullement cherché à restituer une Thèbes antyque et théâtrale, imprégnée de la lumière rationnelle d'un classicisme grec à sa naissance. Il s'installe de plain-pied dans la sauvagerie brutale de la préhistoire, plus arabe qu'hellène, et fait d'Œdipe un homme aliéné qu'étreint une divinité aveugle. Ce n'est pas pour rien que la dernière partie (que Pasolini appelle la « séquence ouvrière ») nous montre



Dans le vent

A la lumière des récents événements deux reprises nous font mesurer la distance entre la réalité du monde théâtral qui se veut hâtivement au goût du jour.

Il ne suffit pas pour réchauffer Molière au soleil de mai d'ajouter quelques inscriptions irrévérencieuses au décor et de remplacer la « charmante » musique de Corelli par les Percussions de Strasbourg. Il aurait fallu d'abord plus de nerf et de spontanéité, plus d'abattage et de facon — Edmond Tamiz est un Scapin fatigué, un révolutionnaire sur le retour — (1)

Le brave soldat Schweik est-il un naïf ou un malin? En pratiquant la grève du

zèle dans le cadre du système policier et militaire de l'Empire autrichien d'avant 1914, ce lampiste tchèque avec sa logique imperturbablement respectueuse finit par provoquer la panique et la désagrégation des forces oppressives. Prague aujourd'hui, semble avoir retenu la leçon. Mais on peut craindre que l'humour et la ténacité tchèques ne suffisent pas à épuiser l'envahisseur soviétique plus redoutable que les pantins dégénérés qui gambadent sur la scène du théâtre Hébertot. (2)

1) Les Fourberies de Scapin par la Compagnie Tamiz, au TEP jusqu'au 17 novembre.

2) Le Brave Soldat Schweik, par la Compagnie José Valverde, au Théâtre Hébertot.



Décentralisation

GRENOBLE : Saison 1968-1969 par la Comédie des Alpes. Octobre et Novembre, création de *Moi, superman* de Guillaume Kergoulay. D'Octobre à Décembre : *Zoo : Story et le Rêve de l'Amérique* d'Edward Albee. Janvier, Février : *Le Mariage de Figaro* de Beaumarchais. Février, Mars, Avril : *La nuit des assassins* du Cubain José Triana. Mai : *Fin de partie, Acte sans paroles*, de Samuel Beckett.

AUBERVILLIERS : Théâtre de la Commune. Cycle Théâtre inédit. Quatre textes nouveaux présentés par de jeunes troupes à raison de trois représentations par semaine, dont une gratuite. Du 21 au 26 octobre : *Je ne veux pas mourir idiot*, de Wolinski. Du 4 au 9 novembre : *Le Bruit*, de Serge Gauthier. Du 11 au 16 novembre : *Slimane*, de Jean Pellegri. Du 18 au 23 novembre : *Lola Pélican d'André Bénédict*.

Prague

Un traité qui asservit la Tchécoslovaquie

Pierre Naville

Le traité conclu à Prague le 16 octobre entre les gouvernements tchécoslovaque et soviétique (et entre les Comités Centraux des Partis Communistes), consacre le statut de vassal qui est maintenant celui de la Tchécoslovaquie vis-à-vis de l'U.R.S.S. Par l'occupation militaire *indéfinie* de tous les centres importants du pays, le gouvernement russe s'assure la haute main sur la vie politique du pays. Svoboda, Dubcek et leur équipe peuvent estimer « qu'il n'y avait rien d'autre à faire ». Mais ce qui a été fait a un sens très clair désormais : 1° c'est le P.C. et l'armée russe qui *contrôleront* directement la vie du pays, avec l'accord des dirigeants politiques tchèques et slovaques ; 2° les autres pays « socialistes » savent ce qui les attend s'ils manifestent la moindre tendance à s'émanciper des ordres de Moscou ; 3° les partis communistes des pays capitalistes et bourgeois savent ce qu'ils ont à offrir au peuple si celui-ci s'engage sur la voie du socialisme : le knout.

Aucune phrase sur le respect de la « souveraineté » ne peut masquer les faits : l'armée russe a attaqué la Tchécoslovaquie, l'a envahie et organise désormais son occupation avec l'accord des occupés. Le nombre et l'emplacement des unités soviétiques restant provisoirement en territoire tchécoslovaque sont fixés par un « accord spécial » entre les gouvernements tchécoslovaque et soviétique. Le traité stipule que le gouvernement tchécoslovaque mettra à la disposition du commandement russe « les usines et les appointements dans les casernes, les dépôts, les terrains d'aviation avec tout équipement, les moyens du réseau de communication d'Etat, les moyens de transports, l'énergie électrique et d'autres services », ainsi que les terrains d'entraînement militaire et les champs de tir.

Autrement dit, tout ce qui fait l'armature de l'Etat est entre les mains des Russes. En assurant leur emprise « légale », le gouvernement tchécoslovaque leur permet de redistribuer leurs forces dans les meilleures conditions. Ils pourront renvoyer chez eux les contingents allemands, hongrois et bulgares (qui stationneront à proximité des frontières), et disposer d'une bonne partie de leurs troupes pour de nouvelles entreprises contre la Roumanie ou la Yougoslavie. Que l'effectif stationné en Tchécoslovaquie soit de 100 ou 150 000 hommes ne modifie pas la force de l'occupation ; elle la

renforce au contraire, selon un plan maintenant bien étudié : toute l'infrastructure aérienne, les chemins de fer, la production et la distribution d'énergie électrique, la radio, la télévision et le téléphone, les services postaux, les journaux, sont sous contrôle. Les unités implantées, sont des régiments de chars, de parachutistes, de groupes mobiles, de transmissions. C'est ce que les braves « réformateurs » à la Kossyguine appellent la « non-ingérence dans les affaires intérieures ». Il faut ajouter que cette opération sert au commandement russe de terrain d'expérience pour une tactique d'invasion : avis aux pays voisins !

Bien entendu, l'occupation militaire « légalisée » mais imposée par la force (on prévoit même la réduction des troupes tchécoslovaques) a un but politique et stratégique. Pour l'atteindre, les Russes ont engagé une deuxième action en plaçant leurs agents à tous les leviers de commande, directement ou indirectement. La « sécurité militaire » et la police politique se sont renforcées. Les Russes ont leur propre station émettrice de radio et diffusent sans entraves un journal rédigé par eux, *Zpravy*. Leurs forces sont spécialement concentrées dans les régions de grandes usines, et notamment autour des mines d'uranium dans le nord de la Bohême. Peu à peu, le contrôle de la presse, de l'enseignement, de toute la vie publique, s'étend. Chaque jour, la presse soviétique fait la leçon aux communistes tchécoslovaques. Elle leur dicte ce qu'ils doivent dire et faire. Peu à peu, la Tchécoslovaquie redevient un pion sur l'échiquier russe.

Puisqu'ils ne voulaient pas s'engager dans la voie de la résistance qui avait la faveur populaire, les dirigeants tchèques ne pouvaient que reculer. Depuis quinze jours, ils se sont peu à peu alignés sur les volontés de leurs oppresseurs. La *Pravda* a posé le principe : « la souveraineté de chaque pays socialiste ne peut s'opposer aux intérêts du monde du socialisme ou du mouvement révolutionnaire mondial ». Mais qui décide de ce qui « s'oppose » ou ne « s'oppose pas » ? Ce sont les Russes tout seuls, au nom de leurs propres intérêts nationaux ! En acceptant ce truquage, les dirigeants tchèques ont pour le moment pris le risque de saper leur propre autorité et de jeter le trouble dans l'avant-garde socialiste du monde entier. Pire : ils désavouent les courageux citoyens soviétiques qui commencent à ouvrir



La mise à mort.

A.F.P.

les yeux. Honneur à Larissa Daniel, Pavel Litvinov et leurs camarades !

Que disaient les dirigeants tchèques ces dernières semaines ? Le 30 septembre, Snirkovsky déclare à la radio qu'il faut désormais une action « plus énergique contre les forces anti-socialistes. Il faudra priver les éléments extrémistes d'occasions d'agir. » Le 12 octobre, Dubcek parle aussi de « tracts illégaux extrémistes, anarchistes, anti-socialistes et anti-soviétiques » et ajoute : « des gens de tendance anarchiste vont qualifier de collaborationniste et capitulationniste l'attitude du parti et du gouvernement, mais quelle autre solution proposent-ils ? ». Cisar, le 15 octobre, dit plus franchement : « Il ne sert à rien de se dissimuler le but de l'intervention militaire des cinq pays socialistes : ils désirent exercer une répression totale contre les forces anti-révolutionnaires potentielles, ils veulent que la société reste purement socialiste, que le parti assume énergiquement son rôle dirigeant et donne des gages de l'appartenance de la Tchécoslovaquie au système des Etats socialistes. » Et Dubcek a beau ajouter, le 19 octobre, que « le parti communiste perdrait sa raison d'être s'il se trouvait isolé de la classe ouvrière ». Il reste que les dirigeants tchèques ne peuvent plus désormais justifier leur conduite qu'en reprenant à leur compte l'essentiel des accusations russes, qui se retournent contre eux-mêmes.

Qu'est-ce que ces forces « anti-socialistes » dont parlent maintenant Russes et Tchécoslovaques ? Des anarchistes ? Des capitalistes bourgeois ? Des nationalistes ? L'agence Tass du 27 septembre répondait : « les forces de droite anti-socialistes s'efforcent de conserver leurs positions et de se dérober à leurs responsabilités devant le peuple. Elles interprètent d'une façon absolument fautive le mot d'ordre d'unité nationale, qui est en fait nationaliste, antisocialiste. » Ce qui est « antisocialiste », pour Moscou, c'est ce qui ne s'aligne pas sans discussion sur le Kremlin, ce qui ne plie pas devant sa volonté de grande puissance bureaucratique, ce qui cherche au contraire dans la volonté populaire une issue vraiment socialiste aux maux dont souffrent les régimes bureaucratiques de l'Est. Aujourd'hui comme hier, il n'y a pour Moscou d'émancipation que selon ses intérêts.

Tout ce trouble, cette répression commençante qui cherche ses boucs émissaires, ne sont nullement atténués par « l'accord » sur le stationnement des troupes russes en Tchécoslovaquie. Tout au contraire. On peut s'attendre que de jour en jour la vraie solidarité s'organise contre la répression étrangère, celle qui unira de plus en plus les travailleurs des pays de l'Est, U.R.S.S. comprise, avec ceux de l'Ouest pour une lutte dont les buts socialistes communs se précisent. □

Assises Nationales du P.S.U. sur l'enseignement

Dimanche 10 et lundi 11 novembre 1968

44, rue de Rennes, Paris 6^e

S'inscrire et se renseigner auprès de sa fédération ou de la Commission Nationale Enseignement, 81, rue Mademoiselle, Paris 15^e.